

AFFAIRES

SHERMAG MISE GROS SUR L'ASIE
PLUS DU TIERS DE SES MEUBLES Y SERONT FABRIQUÉS **PAGE 5**

Jeffrey Casselman

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

	S&P/TSX 12 309,40 -31,07 (-0,25 %)
	TSX CROISSANCE 2648,89 -25,36 (-0,95 %)
	QUÉBEC 30 1209,87 +0,68 (+0,06 %)
	DOW JONES 12 131,88 +23,45 (+0,19 %)
	DOLLAR 88,39 ¢US Fermé

Spectra Premium au privé

Le fabricant de pièces de voiture veut quitter la Bourse.
PAGE 5

La vente de Dofasco contestée

La fiducie qui contrôle l'aciérie canadienne s'oppose à la vente de l'entreprise.
PAGE 8

Un mariage de raison

Alstom s'associe à Bombardier et ne conteste plus le contrat octroyé pour le train parisien
PAGE 9

AFFAIRES... DURABLES

Du café équitable en Bourse

Green Mountain Coffee, du Vermont, s'en tire «équitablement» à la Bourse.

Page 7

LE CHIFFRE DU JOUR 5500

Pour la première fois, l'indice repère de la Bourse de Paris, le CAC 40, a franchi hier le seuil des 5500 points. Un signe que la remontée des Bourses nord-américaines depuis deux mois soulève également les marchés européens.

Source : Agence France-Presse

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES

COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

3401974

Pluie de plaintes contre les courtiers en immeubles

HÉLÈNE BARIL

Qu'est-ce qui augmente encore plus vite que le prix des maisons? Le nombre de plaintes pour fraude contre les courtiers en immeubles. À la fin de 2006, leur nombre aura presque triplé par rapport à l'an dernier.

Le Fonds d'indemnisation du courtage immobilier a reçu 49 plaintes de clients lésés depuis le début de l'année, comparativement à 22 en 2005. L'organisme s'attend à ce que l'année se termine avec 60 plaintes, soit

presque trois fois le nombre de 2005. Les plaintes les plus fréquentes concernent les dépôts en argent remis aux courtiers et qui ne sont pas mis en fiducie comme la loi l'exige. Les plaintes concernant les vices cachés à l'acheteur mais connus des agents sont aussi nombreuses. Plusieurs cas de maisons qui avaient servi à la culture de la marijuana ont fait les manchettes cette année et dans un de ces cas, le Fonds a accepté d'indemniser l'acheteur.

Contre toute attente, le président du conseil d'administration du

Fonds considère cette augmentation en flèche comme une bonne nouvelle. « Ça veut dire qu'on commence à être connu », dit Paul Mayer.

Créé en 1985 par le gouvernement du Québec, le Fonds d'indemnisation du courtage immobilier n'a reçu qu'une dizaine de plaintes par année pendant les premières années de son existence. Leur nombre s'est mis à augmenter sérieusement à partir de 2005, à cause de la hausse des transactions immobilières, mais aussi en raison des efforts de l'organisme pour se faire connaître.

« Le programme existe, ce serait dommage que les gens n'en profitent pas », dit son responsable. Les plaintes augmentent en flèche mais leur nombre n'est pas encore préoccupant, compte tenu du nombre total de transactions, estime Paul Mayer.

Cette année, plus de 60 000 ventes de maisons auront été enregistrées au Québec.

➤ **Voir PLAINTES en page 4**

Après l'immobilier, la Bourse..., à lire en page 14.

FILIÈRE MARTIN TREMBLAY

UNE SÉRIE DE TRANSACTIONS DOUTEUSES DEPUIS 15 ANS



PHOTO IVANOË DEMERS, LA PRESSE

La cour arrière de l'ancienne résidence de Martin Tremblay à Caves Point, aux Bahamas.

FRANCIS VAILLES

1^{er} décembre 1990. Un avion de la Brink's fait l'objet d'un spectaculaire braquage sur une piste de l'aéroport de Dorval, en pleine nuit. En moins de deux minutes, des hommes cagoulés réussissent à vider le contenu du petit bimoteur. Du jamais vu.

Lingots d'or, argent comptant et bons du Trésor, le butin est impressionnant: 16 millions de dollars. Aucun doute, le vol est une affaire de pros.

Mais dès lors s'engage une deuxième opération de haut niveau, tout aussi délicate. L'or et l'argent liquide doivent être réintroduits dans le marché, mais, surtout, les bons du Trésor canadiens doivent être discrètement monnayés.

Sans qu'on sache comment, les bons valant plus de 4 millions

de dollars se retrouvent entre les mains d'un certain Réal Roberge, un an plus tard. L'homme fait alors appel à divers professionnels de la finance pour liquider les titres à l'extérieur du pays.

Par personnes interposées, la tâche est confiée au comptable agréé Marc Beaudoin et au fiscaliste Michel Faille. Ils acceptent d'écouler les bons dans une banque des Bahamas, moyennant 90 000 \$.

Affaire conclue? Non. La transaction n'a jamais lieu, finalement, puisque la banque découvre que les titres ont été volés. L'histoire se retrouve devant les tribunaux, à Montréal, et Réal Roberge écope six ans de pénitencier pour recel de titres volés. Marc Beaudoin et Michel Faille ne seront pas accusés.

« Vous ne trouvez pas que ça

sentait le blanchissage d'argent? » a demandé le juge à Michel Faille, lors de l'enquête préliminaire.

« Non, peut-être que ces personnes avaient des difficultés financières au Canada; on ne le savait pas, on ne les connaissait pas », a-t-il répondu.

Des valises de cash

L'affaire des titres volés, très médiatisée, a été embarrassante pour Beaudoin et Faille, qui craignent alors pour leur réputation. À l'époque, ils demandent même aux tribunaux qu'on taise leurs noms, mais sans succès. Il y aura pourtant d'autres épisodes de transactions douteuses au cours des années suivantes.

➤ **Voir TRANSACTIONS en page 4**

Autres textes en page 2



WAL-MART SE RAVISE

Déçu de ses résultats, le détaillant américain revient à la formule qui a fait son succès: moins de mode, plus de bas prix. À lire en page 11

Tirer les ficelles, c'est dans nos cordes.

Blakes
AVOCATS

MONTRÉAL

OTTAWA

TORONTO

CALGARY

VANCOUVER

NEW YORK

CHICAGO

LONDRES

BEIJING

blakes.com

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

88,39 ¢US

VARIATION FERMÉ

0,6863 €

VARIATION -0,0015 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US FERMÉ

UN EURO 1,4572 \$

AUTRES DEVISES

Australie	dollar	0,8679
Chine	renminbi	0,1446
Grande-Bretagne	livre	2,1630
Hong Kong	dollar	0,1461
Inde	roupie	0,0253
Japon	yen	0,0096
Mexique	peso	0,1045
Norvège	couronne	0,1776
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7504
Suède	couronne	0,1602
Suisse	franc	0,9139

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

58,59 \$us

VARIATION -1,01 \$us

Light Sweet Crude	61.89 \$US
North Sea Brent	58.87 \$US

OR (NY Gold)

624,20 \$us

706,16 \$CAN

VARIATION -4,20 \$us



VIVE LE POULET BRÉSILIEN

SÃO PAULO — Les exportateurs brésiliens de poulet, déjà en tête des ventes mondiales, cherchent activement de nouveaux débouchés en Asie et en Amérique latine pour contrebalancer les quotas qui seront imposés à partir d'avril 2007 par l'Union européenne.

«Nous travaillons activement pour (trouver) de nouveaux marchés parce que si nous nous heurtons à des limitations en Europe, nous devons ouvrir d'autres portes afin que le secteur puisse se développer», a déclaré hier le président de l'Association brésilienne des exportateurs (Abef), Ricardo Gonçalves.

Les producteurs visent en priorité l'Asie, qui absorbe déjà 28% des exportations brésiliennes, et l'Amérique latine, qui ne représente que 5% des ventes du Brésil. M. Gonçalves a relevé le «potentiel important» du marché mexicain, ainsi que les possibilités de développer les ventes au Venezuela et au Chili.

Sur les 10 premiers mois de l'année, les exportations brésiliennes ont baissé de 8,46% en volume à 2,19 millions de tonnes et de 10,15% en valeur à 2,571 milliards de dollars.

En 2005, les exportations avaient atteint un record de 3,5 milliards de dollars américains pour 2,85 millions de tonnes.

— Agence France-Presse

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2406,38	16,66	0,70
S&P 500 (New York)	1384,42	3,52	0,26
Mexico Bolsa	24188,59	236,96	0,99
Brazil Bovespa Stock	40605,79	-114,13	-0,28
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3705,55	1,36	0,04
FTSE 100 (Angleterre)	6194,20	-14,20	-0,23
CAC 40 (France)	5490,56	43,06	0,79
DAX (Allemagne)	6393,73	35,96	0,57
IBEX 35 (Espagne)	14091,90	89,50	0,64
Milan MIB30 (Italie)	40773,00	96,00	0,24
Amsterdam Exchanges	494,21	1,25	0,25
OMX (Stockholm)	1106,59	7,22	0,66
Swiss Market (Suisse)	8752,10	16,28	0,19
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16022,49	-89,94	-0,56
Hang Seng (Hong Kong)	18868,54	-22,60	-0,12
S&P/ASX 200 (Australie)	5428,00	9,60	0,18

Beaudoin et Faille
mêlés au scandale Jitec

FRANCIS VAILLES

Entourloupettes fiscales, transactions en liquide et transferts outre-mer ne sont pas les seules activités des fiscalistes Marc Beaudoin et Michel Faille. Les deux associés ont également été mêlés au scandale de la PME techno Jitec, en 2000.

Essentiellement, Faille a aidé Jitec à obtenir d'importants contrats, tandis que Beaudoin a été l'un des courtiers externes de cette entreprise déchu.

Jitec, rappelons-le, est cette PME qui a explosé en Bourse peu de temps après son inscription, en juillet 2000. Mais après quelques semaines, les autorités boursières constatent de nombreuses irrégu-

larités, mènent une enquête et le titre retombe comme une roche. Les petits investisseurs sont alors pris au dépourvu.

Aujourd'hui, le fondateur de Jitec, Benoît Laliberté, est toujours accusé de maintes irrégularités par l'Autorité des marchés

ont participé à l'entrée en Bourse de Jitec, en juillet 2000, en tant que représentant du courtier Canaccord Capital. Divers clients de Beaudoin ont alors acheté des actions de Jitec, dont des entreprises des Bahamas liées à Martin Tremblay.

Marc Beaudoin est l'un de ceux qui ont participé à l'entrée en Bourse de Jitec, en juillet 2000, en tant que représentant du courtier Canaccord Capital.

financiers (AMF). Il fait également l'objet d'un recours collectif des investisseurs.

Mais que diable vient faire Marc Beaudoin dans cet autre scandale? Il est l'un de ceux qui

Dès l'automne 2000, toutefois, rien ne va plus avec Jitec. Beaudoin soupçonne Laliberté de doper le titre en multipliant les transactions et en annonçant de fausses nouvelles. Au sur-

plus, la technologie de Jitec lui apparaît déficiente, explique-t-il à la CVMQ (l'ancêtre de l'Autorité des marchés financiers), à l'automne 2000.

Dans ce contexte, Marc Beaudoin estime que le titre de Jitec «va aller à zéro» et incite son ami Martin Tremblay à liquider ses positions, qui avaient grimpé à 2,6 millions de dollars, entre-temps.

Affaire classée? Pas tout à fait. Pour pouvoir liquider, Tremblay et Beaudoin doivent d'abord prêter 2,6 millions de dollars à Laliberté dans une délicate opération financière. Tremblay avance 1,8 million et

Beaudoin, 200 000 \$. Le reste de l'argent (600 000 \$) vient de l'homme d'affaires montréalais Herbert Black.

Marché conclu. Le problème, c'est que le courtier Canaccord n'aime pas ce qu'il découvre et finit par suspendre son employé Marc Beaudoin. Au surplus, Benoît Laliberté a contesté cette transaction et intenté une poursuite de 650 000 \$ contre Beaudoin et Canaccord.



PHOTO THE GAZETTE ©

Selon la GRC, deux des PME de Michel Faille ont été utilisées pour faciliter une opération de trafic de drogue, dans les années 90.

« La police coupe les coins ronds »
- Michel Faille

FRANCIS VAILLES

Le fiscaliste Michel Faille nie avoir participé à des stratagèmes de blanchiment d'argent ou d'évasion fiscale. Pour se défendre, il affirme que la GRC «coupe les coins ronds» dans ses enquêtes.

La Presse Affaires a mis la main sur deux documents de la GRC où le nom de Michel Faille est mentionné. Faille figure notamment comme un conspirateur non accusé dans une affaire de blanchiment d'argent, mise au jour en 2003.

Selon la GRC, le fiscaliste a envoyé plus de 200 000 \$ de chèques dans des comptes outre-mer dans le cadre d'une opération de drogue. Une partie de l'argent a été versée à un capitaine de bateau de Floride qui a transporté la drogue, selon l'enquête. Le marin en question, Michael Provost, a plaidé coupable.

«Je n'ai jamais fait de chèques à Michael Provost. C'est la première fois que j'entends ce nom-là. Je ne connais pas de monsieur Provost. Des fois, la police coupe les coins ronds», a dit Michel Faille, qui a accepté de répondre aux nombreuses questions de La Presse Affaires, au téléphone.

Michel Faille reconnaît avoir fait des affaires avec Pierre Boivin, qui est accusé dans ce dossier. Pierre Boivin, anciennement avocat, avait par ailleurs admis avoir fourni de l'argent liquide à Faille.

«C'est Boivin qui nous avait dit: si jamais vous avez besoin d'argent comptant, moi j'en ai, je peux vous en donner, moyennant commission», a expliqué M. Faille.

Le fiscaliste explique avoir eu parfois besoin d'argent liquide pour des centres d'encaissements de chèques, qu'il avait comme clients. «Il n'y a pas de mal à avoir du comptant», dit-il.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Benoît Laliberté, président déchu de la PME techno Jitec, dans laquelle a investi Martin Tremblay (photo prise en l'an 2000).

Au sujet du bureau de change de la GRC...

Dans un autre dossier, la GRC soutient qu'au début des années 90, Michel Faille et son partenaire Marc Beaudoin déposaient des sommes substantielles en argent liquide dans un bureau de change de la rue Peel, à Montréal.

«Je sais qu'il y a de l'argent qui a été apporté là, mais c'est sûrement de l'argent qui a été apporté par M. Beaudoin. C'est pas moi», dit-il.

Lors d'une rencontre, en 1992, un des agents d'infiltration de la GRC s'est même fait dire par Faille et Beaudoin qu'ils préparaient une opération d'évasion

fiscale de 10 millions de dollars. «Non. Je me doute un peu c'était quoi. Ils nous ont envoyé un agent d'infiltration. Il est venu dans nos bureaux, pis il nous parlait de 30 millions de dollars de transactions. Il essayait de voir ce qu'on faisait dans la vie. Mais il avait quitté nos bureaux, parce qu'il n'y avait rien», dit-il.

«Et si on avait fait affaire avec la RCMP, il y aurait eu une enquête, on aurait été interrogés. Au minimum, ils seraient venus nous poser deux-trois questions. Mais il n'y a jamais eu de questions, jamais personne n'est venu nous voir (...) La RCMP, des fois, ils sortent des rapports qui sont absolument faux.»

... et de Martin Tremblay

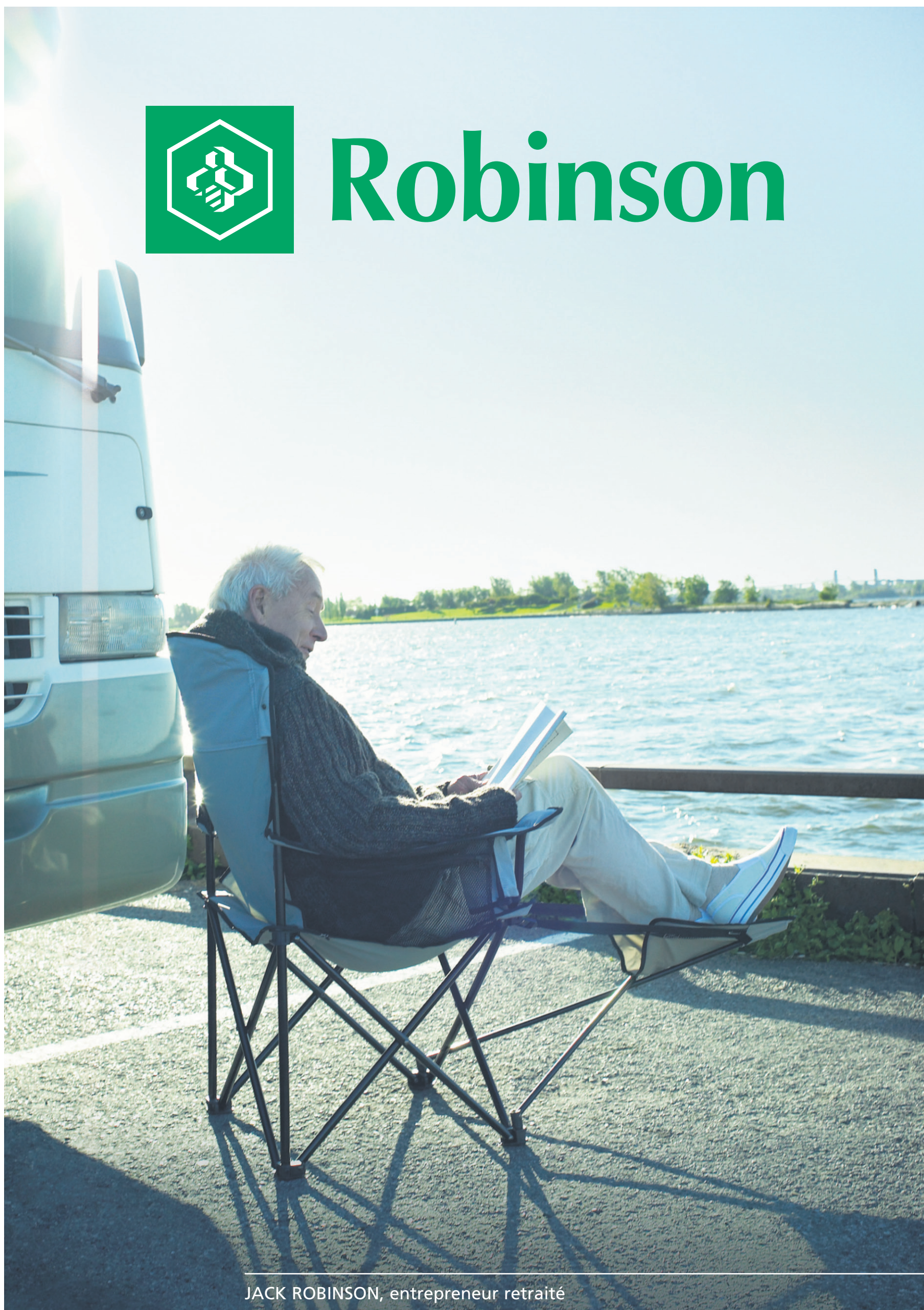
Par ailleurs, Michel Faille dit avoir connu Martin Tremblay par l'entremise du comptable Marc Beaudoin, il y a une dizaine d'années. Faille a déjà référé des clients à Tremblay, mais ces clients se sont plus tard retirés de la firme de Tremblay, des Bahamas.

Il en veut encore à Martin Tremblay et à Marc Beaudoin dans l'affaire Jitec. Faille soutient que c'est le tandem Tremblay-Beaudoin et l'homme d'affaires Herbert Black qui sont responsables de la déconfiture du titre de Jitec en Bourse, en 2000. Ce trio a manigancé, soutient-il, pour vendre le titre de Jitec à découvert, une opération qui fait pression à la baisse sur la valeur de l'action.

Enfin, concernant la récente réclamation de 16,6 millions du fisc, Michel Faille soutient qu'il s'agit d'une transaction qui remonte à 1987 sur des comptes de dividendes en capital. Revenu Québec a mis un «montant arbitraire de 16 millions», dit-il, sans enquête. Ce même dossier n'avait débouché sur aucune réclamation à Revenu Canada, soutient Michel Faille.



Robinson



JACK ROBINSON, entrepreneur retraité

MON ITINÉRAIRE PEUT CHANGER. MON PLAN DE RETRAITE AUSSI.

Parce que vos besoins évoluent, même à la retraite, il y a maintenant Vision retraite Desjardins, une approche globale unique à Desjardins. Au-delà de la gestion de votre portefeuille, nos experts vous proposent de faire le tour complet de votre situation : optimisation des revenus de retraite, gestion des impacts fiscaux, protection du style de vie, planification du transfert des avoirs.

Parlez-en dès maintenant à votre conseiller ou à votre planificateur financier* de Desjardins.

C'est plus qu'une banque. C'est Desjardins.

VISION RETRAITE DESJARDINS

Gestion des revenus
Protections d'assurance vie et santé
Transfert des avoirs



Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Rien n'a plus de force que l'extrême nécessité. »

— Euripide, dramaturge

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

			3					
4	5					9		
					4		6	
			3	5	1			9
			6	4		8		3
			2			1		7
	6			3				1
2				4		5		8
			7		2			

Niveau de difficulté : MOYEN

0472

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

5	4	3	7	9	2	1	6	8
7	9	1	6	8	4	2	5	3
8	2	6	3	5	1	7	9	4
4	6	8	9	1	3	5	7	2
1	3	7	5	2	8	9	4	6
9	5	2	4	7	6	8	3	1
6	1	5	8	3	7	4	2	9
3	8	9	2	4	5	6	1	7
2	7	4	1	6	9	3	8	5

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary

0471

Une série de transactions douteuses depuis 15 ans

TRANSACTIONS

suite de la page 1

Dès 1992, Faille et Beaudoin transportent des valises remplies de billets de banque au Centre international monétaire de Montréal, rue Peel. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que ce bureau de change est celui qu'a ouvert secrètement la GRC pour lutter contre le crime organisé.

À quelques reprises, donc, Faille et Beaudoin y déposent de grosses sommes en argent américain, entre autres. C'est Faille qui a les valises les mieux garnies (150000\$ et plus), selon le rapport d'enquête de la GRC, dont nous avons une copie.

En mai 1992, les deux fiscalistes rencontrent sans le savoir un agent d'infiltration de la GRC dans un café. De fil en aiguille, ils lui parlent d'investissements de 10 millions de dollars à être transférés en Suisse et aux Bahamas. Ils disent que c'est pour échapper à l'impôt.

L'opération «bureau de change» connaît un tel succès que la GRC est débordée par les dossiers suspects qui s'accumulent. La police se concentre donc sur les filières les plus importantes et ferme le bureau en 1994. Ses enquêtes débouchent sur de multiples arrestations de narcotrafiquants de la mafia italienne et des Hells Angels.

Pour sa part, le dossier du tandem Faille-Beaudoin ne donne lieu à aucune accusation criminelle, mais il est transmis à Revenu Canada.

Fraude fiscale

Qu'est-il advenu de ce dossier à Revenu Canada? Pas moyen de le savoir. Ce qui est connu, par contre, c'est que les deux associés ont eu souvent des problèmes avec le fisc depuis 15 ans.

La semaine dernière, par exemple, Revenu Québec a réclamé 16,6 millions de dollars à Faille pour des impôts impayés depuis 1998, intérêts compris. Le certificat de Revenu Québec validée par

la Cour supérieure ne précise pas les motifs de la réclamation.

Autre offense: en 2004, Michel Faille s'est reconnu coupable d'avoir réclamé frauduleusement des montants de TPS et de TVQ, en 1998. Amende du fisc: 250000\$. Faille a également reçu une amende de 50000\$ en 2004 pour avoir incité des contribuables à vider leur REER de façon inappropriée.

Pierre L'Écuyer, enquêteur retraité de Revenu Canada, qualifie Michel Faille de «délinquant chronique». Selon lui, Faille a aussi aidé des clients à réclamer des pertes fictives au fisc depuis 1994, «par l'entremise d'experts comptables et de vendeurs», a-t-il déclaré dans un témoignage à la Cour canadienne de l'impôt.

Marc Beaudoin a également eu ses problèmes avec le fisc, mais pour des sommes moindres. En 1999, Revenu Québec lui a réclamé 377000\$ pour des impôts impayés. L'affaire a été réglée hors cour en 2004.

Hells Angels

En somme, le tandem Beaudoin-Faille est à couteaux tirés avec le fisc. Il faut dire qu'ils ont longtemps été spécialisés dans un segment de marché qui chatouille les autorités fiscales: la «vente d'abris fiscaux». Entre 1993 et 1995, ils accueillent leurs clients dans leurs bureaux de l'Île-des-Sœurs, puis rue Mansfield, au centre-ville de Montréal.

C'est à cette époque qu'ils deviennent copropriétaire de terrains à Laval avec Michel Côté, considéré comme le comptable des Hells Angels.

Dans un témoignage déposé en Cour supérieure (note 1), Beaudoin admet connaître la réputation de Michel Côté et reconnaît avoir été coactionnaire dans un projet de terrains avec lui. Dans cette déposition, Marc Beaudoin indique également avoir côtoyé Michel Côté dans un autre contexte, c'est-à-dire lorsqu'il est devenu représentant en valeurs mobilières, après 1995.

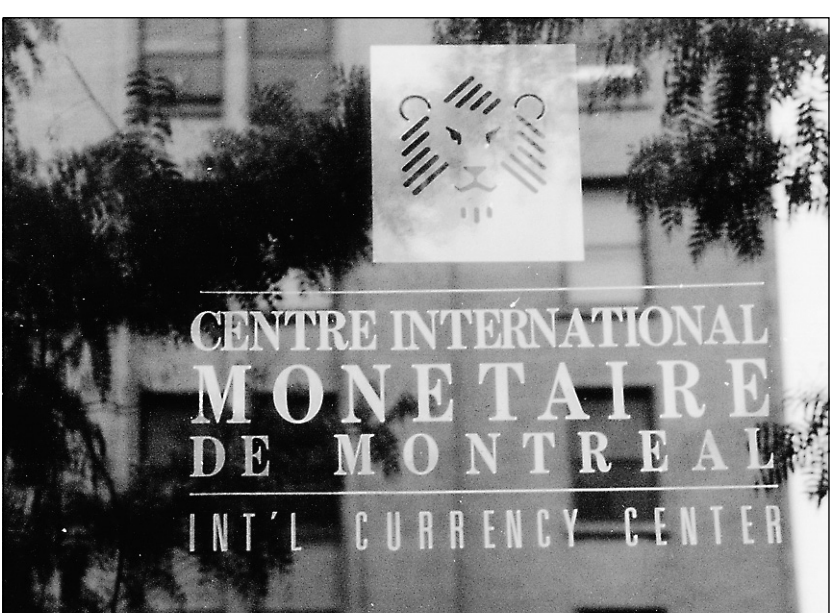


PHOTO JEAN GOUPIL, ARCHIVES LA PRESSE

Dès 1992, Michel Faille et Marc Beaudoin transportent des valises remplies de billets de banque dans un bureau de change de la rue Peel.

«J'ai rencontré une ou deux fois Michel Côté. Il voulait faire des affaires avec moi puis il a jamais fait d'affaires avec moi, finalement. Il voulait ouvrir un compte (de courtage) chez nous. Je me demande, il a peut-être rempli les formulaires d'ouverture de compte. Mais on n'a pas ouvert de compte ensemble», a déclaré Marc Beaudoin, devenu à cette époque un expert des transactions outre-mer.

En 1995, Marc Beaudoin est embauché par le courtier Midland Walwyn. Il mène ses affaires rondement jusqu'en 1998 et devient même l'un des 10 plus gros vendeurs au Québec, grâce aux transactions offshore. L'essentiel de ses affaires passent par Martin Tremblay, des Bahamas, selon nos informations.

Transactions en argent comptant

En filigrane, le comptable conserve d'étroites relations avec Michel Faille, fiscaliste à son compte. Mais en 2000, leur bonne entente vole en morceaux, peu après le scandale boursier Jitec (voir autre texte en page 2).

Par personnes interposées, leur différend s'est même transporté en Cour supérieure, en 2000 (note 2). Il a débouché sur une abracadabrante histoire de dette de 200000\$ où apparaît la firme Dominion Investments, de Martin Tremblay. Pour gagner sa cause, Faille admet même avoir floué le fisc, au fil des ans.

Chacune des parties donne une

version totalement différente des faits, à tel point que le juge parle de «machinations toutes plus douteuses les unes que les autres».

Essentiellement, Faille affirme avoir remis de grosses sommes en argent liquide à Beaudoin en échange de chèques versés à des PME qu'il contrôle.

Mais pourquoi donc en liquide? «Marc Beaudoin veut ces sommes parce qu'il fait des transactions offshore pour des clients qui demandent d'être

Chacune des parties donne une version totalement différente des faits, à tel point que le juge parle de «machinations toutes plus douteuses les unes que les autres».

payés recta et cash», écrit le juge Maurice Laramée en rapportant la version de Faille.

«Ces quelques chèques, poursuit le juge, ne sont que la pointe de l'iceberg d'une série de telles transactions que Faille et Marc B. font ensemble.»

Ce curieux procédé –chèques contre argent liquide– aurait permis aux deux fiscalistes de réaliser des bénéfices «comptant», en plus de réclamer des pertes fictives au fisc, écrit le juge en citant Faille.

Entre autres, Michel Faille affirme avoir réalisé un profit de plus de 4 millions de dollars avec une seule transaction fiscale, par le passé. Cette somme a été dispersée dans divers coffrets de sûreté à Montréal. «Je ne vous dirai pas où», lance-t-il au tribunal.

Droque et blanchiment d'argent

Les couteaux volent bas, donc. Mais où Faille prend-il tout cet argent liquide? Qui l'approvisionne? Selon des gens du milieu financier, l'argent comptant qui circule dans ce marché vient souvent de commerçants et de restaurateurs payés en «cash», qui tentent d'éviter le fisc.

Dans le cas de Faille, selon nos informations, il vient également d'activités criminelles, cependant. Deux des PME de Faille ont même été utilisées pour faciliter une opération de trafic de drogue dans les années 90. Nos renseignements à ce sujet sont tirés du résumé d'une enquête de 116 pages de la GRC dans une affaire de blanchiment d'argent, mise au jour en 2003.

Selon l'enquête, Faille entretient une relation d'affaires avec l'un des coaccusés dans ce dossier, l'avocat Pierre Boivin, de Laval. Dans un récent témoignage, Boivin admet avoir remis de l'argent liquide à Michel Faille.

En contrepartie, comprend-on de l'enquête de la GRC, Faille a signé des chèques de plus de 200000\$ à l'ordre de diverses entreprises outre-mer reliées au trafic de drogue.

Toujours selon la GRC, une partie des chèques de Faille (55000\$US) a servi à payer le capitaine d'un bateau de Floride embauché pour transporter la cargaison de drogue. Le marin a plaidé coupable, aux États-Unis, et reçu une sentence de huit ans et neuf mois. Boivin, radié du Barreau, avait d'abord plaidé coupable, mais il est revenu sur son plaidoyer et tente aujourd'hui d'en sortir indemne.

Faille n'a jamais été accusé dans cette affaire et les noms de Marc Beaudoin et Martin Tremblay n'y figurent pas.

Nous avons tenté par divers moyens de joindre Marc Beaudoin, mais sans succès. Selon nos renseignements, Marc Beaudoin a dernièrement quitté le Canada pour les Bahamas, après la mise au jour de l'affaire Tremblay.

– Avec la collaboration d'André Cédilot et de Denis Arcand

1- Interrogatoire de Marc Beaudoin en 2004 dans le cadre de la poursuite de Laliberté (Jitec) contre Beaudoin et Canaccord.

2- Jugement de Maurice Laramée dans l'affaire Ronald Schiller contre Yves Beaudoin, mai 2002.

AFFAIRES

700

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHÈTERAIS, entreprise de création de sites web. Montréal ou Rive-Sud. Martin 450-676-5454 martin@vaskey.com

715

FINANCEMENT

1re et 2e hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain

Engagement le même jour

ACE MORGAGE CORP 514-731-8585

Depuis (1964)

AVIS

800

801

AVIS LÉGAUX

AVIS de clôture d'inventaire
Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de **Mme MARIE-ANGE LAPORTE**, veuve en premières noces de Lucien Provost, en son vivant domicilié au 6387, Avenue Des Érables, Montréal, Québec H2G 2M7, survenu le 20 juin 2006, un inventaire des biens de la défunte a été fait par le liquidateur successoral, M. Paul GREGOIRE, le 13 novembre 2006, devant Me Frédéric Lavigne, notaire au 691 rue Montcalm, à Berthierville, Québec J0K 1A0, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Richard Doucet, notaire, située au 691, rue Montcalm, à Berthierville, Québec J0K 1A0. Donnée ce 14 novembre .

AMNISTIE INTERNATIONALE

(514) 766-9766

1 800 565-9766

AMNISTIA

AVIS

800

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **ENTREPRISE DE CONSEILLERS JIA HUA LTÉE.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **9120-5278 QUÉBEC INC.,** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. À Montréal, le 10 novembre 2006. L'administrateur, Giuseppe Turturici

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **LES FILMS INCUBUS INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.

AVIS D'INTENTION DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que **CONSTRUCTION KENAIAND (QUÉBEC) INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Montréal, le 13 novembre 2006
Nudleman Lamontagne
Procureur de la Requérante

PRENEZ AVIS que **DOROTA PIECHOTA**, en sa qualité de mère, dont l'adresse du domicile est le 239, avenue Sedgefield, Pointe-Claire, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de **NICHOLAS DYLAN MARSZALEK** en celui de **DYLAN NICHOLAS MARSZALEK.** Pointe-Claire, le 25 septembre 2006

SPECTRA PREMIUM DIT BYE-BYE À LA BOURSE

Les privatisations suscitent un attrait croissant

PHILIPPE MERCURE

Spectra Premium veut quitter la Bourse. Après une aventure de 10 ans avec le Groupe TSX, le fabricant de pièces de rechange pour l'automobile a annoncé hier qu'il compte racheter la totalité de ses actions pour 90 millions de dollars, une idée qui traverse l'esprit de plus en plus d'entrepreneurs.

Les actionnaires de Spectra Premium se voient offrir 2,85\$ pour chacune de leurs actions, une prime de 10% par rapport à la valeur de l'action à sa fermeture des marchés vendredi dernier. La transaction ferait passer la totalité de l'entreprise aux mains de deux groupes, le premier étant formé des hauts dirigeants de l'entre-

prise – Jacques Mombbleau, Denis Poirier et Kerry Best – tandis que l'autre réunit le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, Desjardins Capital régional et coopératif et le groupe Camada.

Sans surprise, l'annonce a fait grimper le titre de Spectra Premium à 2,72 \$ hier, un gain de 0,12 \$ ou 4,62 %. La transaction, qui prendra la forme d'une fusion, est conditionnelle à l'approbation d'une majorité d'actionnaires non reliés à la direction de Spectra, ainsi qu'à l'obtention de financement de la part de différents prêteurs. Date de clôture prévue: janvier prochain.

C'est Denis Charest, fondateur et président du conseil d'administration, qui a lancé le signal de

la privatisation. Détenteur direct ou indirect d'environ 54% des actions de Spectra Premium, il a tenté il y a quelques années de se départir de sa participation... sans succès. «Nous sommes une compagnie avec une petite capitalisation boursière. Alors trouver preneur au prix qu'il voulait sur le marché, ce n'était pas évident», explique Jacques Mombteau, président et chef de la direction de Spectra Premium.

Le manque d'engouement pour le titre de l'entreprise ne laissait qu'une possibilité: sortir le signe «à vendre», au risque de perdre l'entreprise aux mains d'investisseurs étrangers. «C'est finalement nous qui sommes arrivés avec la meilleure offre pour les

actionnaire », se félicite M. Mombleau. L'acceptation d'une proposition supérieure entraînerait une pénalité de 2 millions par les actionnaires principaux et de 1,6 million par l'entreprise.

Adieu paperasse

C'est donc sans regret que M. Mombleau compte faire ses adieux à la Bourse de Toronto. Le fait d'être publique a permis à l'entreprise de faire grimper son chiffre d'affaires de 25 à 250 millions de dollars. Sauf que le marché, dit-il, «n'est plus ce qu'il était». «Les compagnies publiques se transigent selon des multiples des profits générés. Et les multiples payés aujourd'hui sont de beaucoup inférieurs à ce qu'ils étaient

il y a 10 ans», dit le président, admettant du même souffle que «le secteur de l'automobile est peut-être moins sexy aujourd'hui pour les marchés financiers, avec tout ce que l'on entend concernant Ford, GM et Chrysler».

M. Mombbleau avoue également qu'il ne s'ennuiera pas des multiples contraintes administratives qui sont le lot des entreprises listées en Bourse. « Pour les entreprises à petite capitalisation, cela représente un coût extrêmement élevé », souligne Mehran Ebrahimi, professeur à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, qui s'est penché sur le « phénomène grandissant » des privatisations.

« La pression des marchés financiers est très forte. Et les intérêts à long terme des entreprises ne correspondent pas toujours à ceux, à court terme, des actionnaires », dit-il. Selon lui, « l'euphorie » pour la bourse observée pendant les années 90 est en train de s'atténuer. « On voit de plus en plus de gestionnaires dire que le marché financier n'est pas ce qu'on leur promettait, que ce n'est pas l'El Dorado. Le fait de toujours vouloir créer des feux d'artifice pour attirer l'attention sur le titre, ce n'est pas facile tous les jours. »

Shermag mise gros sur l'Asie

LAURIER CLOUTIER

Shermag, la compagnie de meubles résidentiels de Sherbrooke, a réussi à réduire ses pertes trimestrielles, malgré la baisse de ses revenus, grâce à la compression des coûts d'exploitation et à la hausse de ses importations de Chine.

La part des meubles importés d'Asie doit dépasser 35 % à la fin de l'exercice financier le 31 mars prochain, a déclaré à *La Presse Affaires* le président-directeur général de Shermag, Jeffrey Casselman.

Cela se compare à 25 % d'importations à la fin du dernier exercice et à près de 50 % à la fin du prochain exercice, a précisé Jeff Casselman.

Shermag s'est lancée dans une course contre la montre quand les meubles chinois ont commencé

à envahir le marché américain, où la compagnie réalise 70 % de ses ventes. La tempête n'est pas encore finie, mais les importations d'Asie servent de bouées de sauvetage. Le plan de Shermag commence à avoir un impact positif, selon Jeff Casselman, mais la dépréciation du dollar américain a réduit les revenus de 3,3 millions durant le deuxième trimestre terminé le 29 septembre. Le taux de change du huard canadien est passé de 0,81 \$US à 0,89 \$US en un an, a souligné le président.

Outre la hausse des importations, le plan de Sermag prévoit que ses usines s'adaptent à la production de meubles sur mesure, livrés plus rapidement.

Les détaillants américains commencent à revenir aux meubles fabriqués au Québec en particulier, parce qu'ils sont de

meilleure qualité, explique Jean-François Michaud, président et directeur général de l'Association des fabricants de meubles du Québec. Des consommateurs et des détaillants ne veulent plus des meubles de Chine.

Shermag a perdu des détaillants américains, qui ont fait faillite, dont Storehouse, avec un impact de cinq millions sur les ventes, a précisé Jeff Casselman.

« espère que d'autres clients ne feront pas faillite. La plupart sont d'ailleurs en bonne santé », précise-t-il.

Si le ralentissement économique américain débouche sur une récession, l'an prochain, «Shermag va vivre avec ça. Mais on n'est jamais tout à fait prêt à une récession, a reconnu Jeff Casselman. Un ralentissement est toujours inquiétant et Shermag.

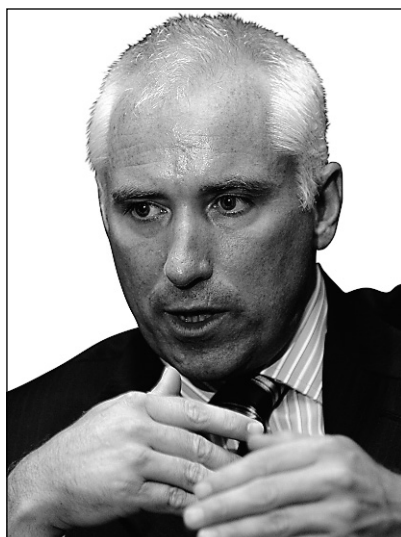


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©
Le président de Shermag, Jeffrey Casselman.

qui doit déjà s'astreindre à un grand plan de transformation, n'a pas besoin de ça. L'entreprise est toutefois en bonne santé financière, avec 85 millions d'avoir

des actionnaires et des dettes de seulement 23 millions.»

Les fabricants de meubles qui ont amorcé leur transformation plus rapidement réalisent la meilleure performance, selon le président de l'association qui les représente. « Associa ne fait encore de miracles, mais ils restent dans la course. Sans transformation, ils ne seraient plus là », souligne M. Michaud.

Des fabricants ont fait des mises à pied et leurs ventes ont fondu, mais ils sont capables de passer au travers, ajoute celui dont l'association compte 175 membres, qui représentent plus de 60 % de l'industrie canadienne. Des fabricants pourraient disparaître, mais à la fin de la course, ceux du Québec pourraient être gagnants, selon lui.

Pour le second trimestre, Shermag a déclaré une perte de 1,1 million, soit deux fois moindre que celle de 2,1 millions de l'an dernier à pareille date, malgré des revenus en baisse, de 48,1 à 42,5 millions.

Rien pour s'amuser chez Mega Brands

Baisse sensible du bénéfice du fabricant de jouets

PRESSE CANADIENNE

Le fabricant de jouets Mega Brands a vu son profit net chuter de 2,4 millions US au troisième trimestre, pour s'établir à 18 millions US. Ce montant tient compte du règlement d'une poursuite pour 13,5 millions US.

Ce recours judiciaire était lié à la mort d'un bébé qui avait avalé de minuscules aimants collés sur des jouets de la collection Magnetix fabriqués par Mega Brands. D'après la direction, cette tragédie n'a heureusement pas terni de manière irrévocable la marque. « Nous trouvons que Magnetix se vend bien en ce moment », a indiqué le PDG Marc Bertrand en conférence avec les analystes.

Mega Brands, dont le siège social est à Montréal, a vu ses ventes bondir de 31 %, passant de 154,2 millions US au troisième trimestre de 2005 à 210,8 millions US pour la période correspondante cette année. Le bénéfice net du troisième trimestre s'est établi à 0,53 \$US par action, comparativement à 0,62 \$US par action l'an dernier.

Si l'on exclut le règlement de la poursuite, le bénéfice atteint 0,77\$US par action, alors que les analystes sondés par Thomson Financial s'attendaient à 0,73\$US par action.

À quelques semaines de la fin de l'exercice, la direction de Mega Brands pense atteindre ses objectifs financiers et même les dépasser. Hier, l'action de Mega Brands a pris 12 cents et terminé la journée à 26,62 \$ à la Bourse de Toronto.

tenuta

restaurant.bar

CUISINE ITALIENNE ACTUALISÉE
VINS INTERNATIONAUX
SALON PRIVÉ • BAR • LOUNGE

310, montée des Pionniers, Lachenaie (Québec)
450-585-6606 www.restauranttenuta.com

X3

L'ABOMINABLE DES NEIGES

x Drive^{MD} Traction intégrale
TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL

BMW X3 3.0i 2007 à partir de

489\$*

/mois pendant 39 mois

ÉQUIPÉ DE
LA TRACTION
INTÉGRALE

INCLUANT LE
PROGRAMME
D'ENTRETIEN

Mensualité	Comptant
489 \$	3 999 \$
529 \$	2 500 \$
599 \$	0 \$

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16 710, aut. Transcanadienne
Kirkland
514.695.6662
514.343.3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaVal.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
www.bmwstejuste.com

BMW
X3 3.0i

www.bmwmontreal.ca

Le plaisir
de conduire.™

Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW X3 3.0i 2007 en stock. Le PDSF pour le modèle BMW X3 3.0i 2007 de base est de 45 300 \$. *Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de 489 \$, un montant de 5 268 \$ est exigé à la signature du contrat de location (ce montant inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière et exclut les frais de transport et de préparation). Le taux de location applicable est de 4,9 %. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 27 633 \$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt / la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 décembre 2006. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2006 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité.

3432767A 3440516

Du café équitable en Bourse

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

À l'épicerie, au bureau, dans les magasins spécialisés. Le café équitable est disponible partout. Même à la Bourse.

D'abord un petit café qui faisait le bonheur d'un village de 5000 personnes au Vermont, Green Mountain Coffee Roasters est devenu une société inscrite à la Bourse de New York. Au centre de cette ascension fulgurante: le café équitable.

«À sa création en 1981, c'était un petit café situé à côté d'une station de ski, raconte TJ Whalen, vice-président du marketing. Rapidement, nous nous sommes mis à vendre notre café aux restaurants des environs. Comme les clients en redemandaient, nous avons pris de l'expansion.»

La société dont le siège social est situé à Waterbury, à trois heures de Montréal, se spécialise dans la production de café aromatisé. Elle s'intéresse particulièrement au café équitable et biologique, qui représente 27 % de son chiffre d'affaires de 161,5 millions US en 2005. D'ici deux ans, la société veut augmenter cette proportion à 35 % de son chiffre d'affaires.

Cette philosophie a valu à Green Mountain Coffee Roasters les félicitations du magazine *Business Ethics*, qui l'a désigné comme la meilleure entreprise socialement responsable aux États-Unis en 2006.

Comme son nom l'indique, Green Mountain Coffee Roasters a adopté les principes (verts) du développement durable. Elle croit aussi au développement économique. Si bien que le magazine *Fortune* l'a inclu dans sa liste des 100 petites entreprises avec la plus grande croissance en 2006. Que de chemin parcouru pour cette société qui a tenté sa chance à Wall Street en 1993. «Nous avions besoin de plus de capitaux pour nous développer, dit M. Whalen. Nous avons connu une croissance moyenne de 20 % par année. Avec le recul, nous pouvons dire que nous avons pris la bonne décision.»



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Green Mountain Coffee Roasters a adopté les principes (verts) du développement durable.

Une question de qualité

Environ 27 % du café de Green Mountain Coffee Roasters est certifié par l'organisme américain Fair Trade. Ce n'est pas tout: la société de Waterbury tisse des liens avec des coopératives de café sans l'intermédiaire d'un organisme de certification.

«Nous voulons établir des relations d'affaires sur l'ensemble de notre réseau d'approvisionnement, dit M. Whalen. Un culti-

table, il faut parfois prendre les devants. «Nous avons construit une coopérative de café en Indonésie, continue M. Whalen. C'est vraiment un *success story*: des gens de différentes cultures, de différentes religions mettent de côté leurs différences et travaillent ensemble pour améliorer leurs conditions de vie. Et ils produisent des grains de café de qualité exceptionnelle. À mon avis, ils sont maintenant parmi les meilleurs producteurs

rieure à ce que nous recherchons», dit Michael Duppe, vice-président de la responsabilité sociale.

Ce n'est pas tout d'acheter les grains. Encore faut-il les vendre. Le carnet de commandes de Green Mountain Coffee Roasters compte environ 7000 clients, dont l'Université McGill (à compter du 1^{er} janvier 2007) et 10 cafés Java U à Montréal. Depuis un an, un nouveau partenaire a contribué à l'explosion de ses ventes de café équitable et organique. Son nom: McDonald's, qui en sert dans 650 de ses restaurants du nord-est des États-Unis.

L'approbation de Ronald McDonald lui-même signifie de nouvelles occasions d'affaires. Et la mort du café équitable comme produit marginal. «Ça ressemble un peu à l'évolution de la nourriture bio, dit M. Duppe. Au début, les gens pensaient que seuls quelques hippies et militants en consommaient. Ces produits sont ensuite devenus populaires parce qu'ils étaient accessibles à l'ensemble des consommateurs.»

« Nous voulons établir des relations d'affaires sur l'ensemble de notre réseau d'approvisionnement. »

vateur en Amérique latine gagne en moyenne 600\$US par année. Ça devient difficile pour lui de mettre toutes ses énergies dans son travail si ses enfants n'ont pas de quoi manger. Nous voulons prendre des décisions d'affaires qui vont lui permettre à la fois de mieux vivre et de produire du meilleur café.»

En matière de commerce équitable,

il faut parfois prendre les devants.

«Nous avons construit une coopérative de café en Indonésie, continue M. Whalen. C'est vraiment un *success story*: des gens de différentes cultures, de différentes religions mettent de côté leurs différences et travaillent ensemble pour améliorer leurs conditions de vie. Et ils produisent des grains de café de qualité exceptionnelle. À mon avis, ils sont maintenant parmi les meilleurs producteurs

Un bon investissement

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Green Mountain Coffee Roasters. Le nom n'est pas connu que des amateurs de café. Il attire aussi l'attention des investisseurs avisés.

Les actionnaires de la société dont la capitalisation boursière est de 331 millions US ne boivent pas tous son café. Mais la plupart d'entre eux ont goûté à ses succès boursiers. Le titre s'est maintenu

entre 5\$US et 7\$US avant d'exploser vers les 40\$US en 2000.

Mitchell Pinheiro, vice-président de la firme d'investissement Janney Montgomery Scott, de Philadelphie, a une recommandation d'achat du titre. Ce dernier se négociait 41,36\$US hier à la fermeture des marchés boursiers. M. Pinheiro croit que le titre atteindra 60\$US. «Il performe bien mais il stagne depuis six mois. C'est le moment d'acheter un titre

car Green Mountain Coffee Roasters est une excellente société et son action s'échange à un cours avantageux», dit l'analyste qui détient des actions de la société dans ses portefeuilles.

Au troisième trimestre de 2006, les ventes de café équitable et organique de Green Mountain Coffee Roasters ont été en hausse de 60 %. Elles ont soutenu la croissance de 26,5 % du chiffre d'affaires de la société

au cours du même trimestre. «La société est un acteur majeur dans le marché du café équitable et organique, dit M. Pinheiro. Une partie de la croissance de l'an dernier est reliée au contrat obtenu avec McDonald's, mais il y a plus. Même sans le contrat avec McDo, les ventes de café équitable et biologique auraient augmenté de 25 % ou 30 % par rapport à la même période l'an dernier.»

«La vente de café équitable représente un défi au même titre que la vente de café aromatisé, dit Michael Duppe, vice-président de la responsabilité sociale. Mais au cours des dernières années,

L'entreprise qui ne pollue pas...

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Green Mountain Coffee Roasters a beau produire environ 20 millions de livres de café par année dans son usine du Vermont, elle ne pollue pas. Elle n'émet pas une seule particule de gaz à effet de serre.

Évidemment que c'est faux. Produire du café, même équitable, entraîne l'émission de CO₂. Pour se racheter, la société du Vermont fait évaluer chaque année l'impact environnemental de ses activités par Native Energy, une firme du Vermont. Elle investit ensuite la valeur de ses émissions de CO₂ dans des projets d'énergie renouvelable.

Le programme «zéro carbone» de Green Mountain Coffee Roasters est financé à même son budget de développement durable. Le compte en banque environnemental de l'entreprise est renfloué chaque année: 5 % des profits avant impôts y sont déposés.

«Nous avons dû expliquer nos décisions à nos investisseurs, dit TJ Whalen, vice-président du marketing de la société de Waterbury. Nous ne faisons pas de fausse représentation: les gens investissent dans notre société en sachant qui nous sommes et que nous allouons 5 % de nos profits à des projets humanitaires.»

Les investisseurs ne se forment pas d'un tel élan de générosité. «C'est en même temps un investissement pour eux, dit Mitchell Pinheiro, vice-président de la firme d'investissement Janney Montgomery Scott, de Philadelphie, qui détient des actions de la société. Ces dépenses améliorent l'image de leur entreprise. De toute façon, on voit bien qu'ils ne font pas ça pour se donner une belle image. Ils croient vraiment au développement durable.»

les gens ont été plus ouverts à en acheter car ils sont plus conscients du rôle du café équitable comme levier économique.»

Les analystes ont bien accueilli les dernières dépenses de la société, qui a investi 104 millions US en juin dernier pour mettre la main sur la société Keurig. Cette dernière se spécialise dans les machines à café. «Green Mountain Coffee Roasters est maintenant en bonne position dans le marché du café à domicile et au bureau», dit M. Pinheiro.

Bref, les perspectives boursières de Green Mountain Coffee Roasters sentent aussi bon que son café aromatisé.



TOUT EST LIÉ.

Alcan salue les entreprises qui jouent un rôle actif dans le développement social et environnemental des communautés dans lesquelles elles sont présentes.

LIÉE AU QUÉBEC. LIÉE À LA PLANÈTE.



BRUXELLES — La fiducie qui contrôle l'aciérie canadienne Dofasco s'est opposée hier à la vente de l'entreprise, qui est passée dans le giron du géant Mittal Steel en même temps qu'Arcelor.

Cette transaction visait à répon-

dre aux exigences des autorités américaines de la concurrence. En plus de compliquer l'intégration d'Arcelor par Mittal, la décision de la fiducie pourrait inciter la société allemande ThyssenKrupp AG à tenter des poursuites contre sa rivale. Thyssen s'est déjà dite prête

à tout pour mettre la main sur Dofasco qu'elle convoite depuis des mois.

En vertu d'une ordonnance du tribunal, Mittal a l'obligation de se départir de Dofasco avant le 28 novembre. Ce délai pourrait toutefois être prolongé de deux mois.

Si elle ne pouvait mener à bien

cette transaction, l'entreprise indienne pourrait vendre son usine de Weirton, en Virginie-Occidentale, ou celle de Sparrow's Point, près de Baltimore.

« Arcelor Mittal étudie la situation et en discutera avec le département de la Justice des États-Unis », a indiqué la multi-

nationale dans un communiqué. Mittal est le plus gros sidérurgiste du monde. La société travaille depuis quelque mois à l'intégration d'Arcelor, qui devrait être conclue en avril ou mai. La transaction donnera naissance à un titan contrôlant près de 10 % de la production mondiale.

Onex double ses profits

Le conglomérat Onex déclare des profits plus que doublés à 31 millions de dollars, ou 24 cents par action, au troisième trimestre.

L'entreprise torontoise, connue pour sa stratégie d'investissement et d'acquisitions, a vu ses revenus bondir de 17 %, à 4,9 milliards,

mois, telles que la chaîne de cinémas Famous Players.

« Nous avons été capables d'utiliser nos ressources financières de façon très efficace cette année », explique Gerald Schwartz, président du conseil et chef de la direction d'Onex.

« Nous avons constaté une croissance importante de la valeur de nos actifs majeurs comme Spirit AeroSystems, ajoute M. Schwartz. Nous avons aussi été capables d'engager notre argent vers des acquisitions excellentes telles que Aon Warranty Group. »

À la fin du trimestre, l'encaisse et les équivalents se soldaient à 2,3 milliards, en baisse de 25 %. La dette à long terme de ses entreprises s'élevait à 3,58 milliards, soit une baisse de 5,9 %.

Le titre d'Onex a gagné 60 cents, ou 2,4 %, à 25,60 \$ hier, à la Bourse de Toronto.



Gerald Schwartz, président du conseil et chef de la direction d'Onex.

PHOTO ANDRÉ FORGET. ARCHIVES LA PRESSE ©



GÉANT

Tout enfant, aussi jeune qu'il soit, dispose d'un potentiel gigantesque pour changer le monde. C'est pourquoi, au cours des prochaines années, **Financière Banque Nationale** consacrera ses efforts et des millions de dollars à inspirer nos jeunes. De plus, lors de la Journée nationale de l'enfant du 20 novembre prochain, les commissions nettes provenant de chaque opération sur actions institutionnelles que nous effectuerons seront destinées à aider **Enfants Entraide** et d'autres organismes de bienfaisance ayant pour vocation d'être une source d'inspiration pour nos jeunes. Nous considérons qu'il s'agira là de la première journée d'un avenir prometteur, animé par les petits géants qui nous entourent. Pour plus d'information, veuillez appeler au 416-869-8040.



ENFANTS ENTRAIDE
l'enfance par l'éducation





**FINANCIÈRE
BANQUE NATIONALE**

**UNE SOURCE D'INSPIRATION
POUR NOS JEUNES**

MEMBRE
FCPE



**Les occasions
certifiées Porsche,
La meilleure façon d'accéder
au rêve Porsche.**

Voitures d'occasion certifiées

'05 911 Turbo S
Arctic Silver, 19 900 km, # 685236

'04 Boxster
Atlas Grey, 37 112 km # 621052

'04 Boxster
Seal Grey, 38 100 km # 621179

'03 911 Turbo
Arctic Silver, 18 785 km, # 685555

'03 911 Coupé
Meridian, 47 965 km, # 620645

'03 Boxster
Seal grey, 30 390 km, # 620137

'02 911 Turbo
Speed Yellow, 31 700 km, # 686542

'02 Boxster S
Lapis Blue, 33 500 km, # 661128

'01 911 cabriolet
Lapis blue, 46 880 km, # 654058

**Voitures d'occasion
et de démonstration**

'06 Boxster S
Seal Grey, 12 000 km

'06 Cayenne Turbo
Titanium, 10 650 km

'06 Cayenne S
3 en stock

'06 911 S Cabriolet
Seal grey, 5 375 km


PORSCHE

Centre Porsche Lauzon
2455, boul. Chomedey, Laval
Tél. : (450) 688-1144
www.lauzonporsche.com

3440376

ALSTOM/BOMBARDIER

Accord pour éviter une « guérilla juridique »

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le PDG d’Alstom, Patrick Kron, a estimé hier que l’accord signé avec Bombardier dans le dossier des trains de la banlieue parisienne, en fin de semaine, valait mieux qu’une « guérilla juridique », même s’il reste « choqué du deux poids, deux mesures » réservé selon lui au canadien en France et au Canada.

M. Kron a assuré qu’Alstom n’avait initialement eu de Bombardier « que des bonnes paroles, aucun message clair sur de la sous-traitance ». Mais « j’ai constaté au cours des derniers jours que des débats plus précis ont pu s’engager qui ont abouti à un accord qui nous donne un tiers du contrat dans des conditions de marge raisonnables », a-t-il expliqué lors de la téléconférence de présentation des résultats semestriels.

« Nous avons pensé, à la fois pour l’usager final qui est l’utilisateur de ces trains, pour la SNCF qui est notre grand client, et pour nos usines, qu’un tel accord était meilleur qu’une guérilla juridique, et le dossier est ainsi clos », a-t-il dit.

Alstom va récupérer en sous-traitance environ un tiers du contrat de 2,7 milliards d’euros (3,8 milliards CAN) du marché des trains de la banlieue parisienne, attribué à Bombardier, et a donc décidé de retirer le recours déposé contre son rival qu’il soupçonnait de concurrence déloyale, a-t-il annoncé samedi.

Toutefois, Patrick Kron « est et reste choqué par le deux poids, deux mesures entre la situation au Canada et la situation en France »,

Patrick Kron, PDG d’Alstom, « est et reste choqué par le deux poids, deux mesures entre la situation au Canada et la situation en France ».

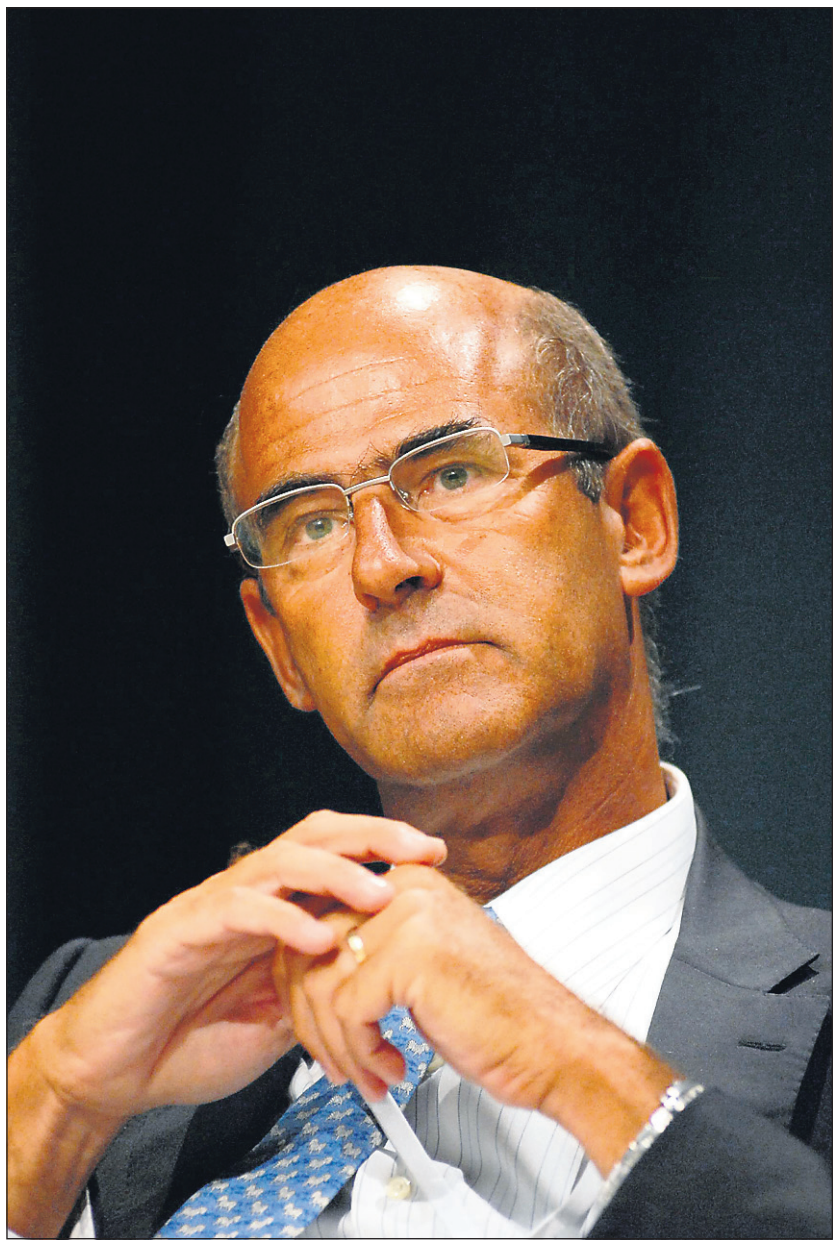
a-t-il souligné.

Hier, les investisseurs ont peu réagi à cette entente entre les deux groupes. L’action de Bombardier a pris 4 cents (moins de 1 %), à 4,14\$, à la Bourse de Toronto.

Entre-temps, le groupe industriel français a raflé au premier semestre près de 10 milliards d’euros de commandes, un record, et vu son bénéfice bondir de près de 70 %, confirmant le redressement de sa situation financière qui lui permet désormais d’envisager des acquisitions.

Les résultats semestriels « confirment que nous sommes passés d’une situation de redressement à une situation de croissance rentable », s’est félicité au cours d’une téléconférence M. Kron, PDG d’un groupe au bord de la faillite en 2003.

L’activité commerciale d’Alstom, minée au début des années 2000 par une profonde crise de confiance de ses clients, atteint aujourd’hui des « records » : le groupe a reçu pour 9,6 milliards d’euros de nouvelles commandes au premier semestre de son exercice décalé 2006-2007, en grande partie dans l’énergie. C’est 600 millions de plus que les attentes moyennes des analystes citées par la banque d’affaires américaine JP Morgan.



Le PDG d’Alstom, Patrick Kron.

PHOTO ANTOINE ANTONIOL, BLOOMBERG ©

Le PDG de TransForce achète

RICHARD DUFOUR
LA PRESSE AFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Le PDG et président du conseil des fiduciaires de TransForce vient d’injecter plus de 1 million de dollars dans l’entreprise qu’il dirige.

Ce placement permet à Alain Bédard d’acquérir 75 000 parts. Il a payé les parts 15\$ chacune le 1^{er} novembre.

M. Bédard, 53 ans, détient maintenant 3 817 849 parts de TransForce en son nom personnel, selon ce que rapporte le plus récent Bulletin de l’Autorité des marchés financiers.

TransForce, dont le siège social est à Saint-Laurent, est spécialisée dans le transport routier.

Alain Bédard, comptable de formation, est à la tête de TransForce depuis le milieu des années 90. C’est Lino Saputo qui a placé M. Bédard aux commandes de TransForce.

Le clan Saputo est le plus important actionnaire de TransForce avec environ 18 % des actions devant Fidelity qui en détient près de 15 %.

La famille Saputo détient ses parts de TransForce par l’entremise de Jolina Capital, un holding privé.

Rappelons qu’il y a trois mois, en août, Jolina Capital avait déboursé 8 millions pour acheter des parts de TransForce.

Lors de la nomination d’Alain Bédard chez TransForce, l’entreprise était techniquement en faillite. Alain Bédard était jusqu’à ce moment chef des finances de Saputo.

La valeur des parts de TransForce a oscillé entre 12 et 20\$ depuis un an à la Bourse de Toronto. Le titre de TransForce a perdu 54 cents, à 12,95\$, à la Bourse de Toronto hier.

Il y a trois semaines, la direction de TransForce a annoncé une hausse des revenus, mais une baisse de la rentabilité pour le troisième trimestre de l’exercice actuellement en cours.

CGI et la Laurentienne prolongent leur contrat

PRESSE CANADIENNE

La Banque Laurentienne et le Groupe CGI ont annoncé hier le prolongement jusqu’en 2016 de leur contrat d’impartition des technologies de l’information (TI).

La valeur estimée de cette prolongation, qui couvre la période du juin 2011 à juin 2016, est de 100 millions de dollars, ont précisé les deux partenaires.

« Nous sommes satisfaits du niveau de qualité des services qui nous sont offerts ainsi que de l’engagement des professionnels de CGI », a déclaré Raymond McManus, président et chef de la direction de la Banque Laurentienne, par voie de communiqué.

Hier, le titre de CGI a pris 9 cents, à 7,69\$.



La croissance des économies

Lorsque vous expédiez vos documents d’affaires avec Xpresspost^{MC}, vous êtes sûr de faire une bonne affaire. Vous obtenez une livraison rapide partout au Canada, aux États-Unis et vers toute destination internationale, assortie d’une garantie de livraison à temps*. De plus, vous pouvez en toute commodité déposer votre enveloppe dans n’importe quelle boîte aux lettres** ou à tout bureau de poste. Mais ce qu’il y a de mieux encore, c’est que le coût du service est nettement inférieur à celui des messageries. Voilà un autre moyen offert par Postes Canada pour aider les entreprises à gérer leurs affaires de façon optimale. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.postescanada.ca, appelez au 1 866 511-3136 ou passez au bureau de poste le plus proche.

Les expéditions à bon prix passent par la poste.

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes

* Des modalités s’appliquent. ** Enveloppes Xpresspost prépayées seulement.



De partout... jusqu’à vous

Le mot « liberté » rime avec « illimité ».

Ce n’est pas par hasard...

Découvrez nos Passes Amérique du Nord illimitées et notre Passe Rapidair^{MD} illimitée : une liberté incomparable pour voyager dans plusieurs zones en Amérique du Nord pour un montant mensuel fixe.

Choisissez librement en visitant notre site ou en appelant votre agent de voyages.

aircanada.com

AVIS LÉGAUX

APPELS D'OFFRES

SOUSSIONS - ENCANS

AMT

Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES

No : DA7599

OBJET : ENTRETIEN ET RÉPARATION DES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE VIDÉO DE L'AMT (CONTRAT ANNUEL) ET REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT ET DE VISIONNEMENT DES CAMÉRAS AU TERMINUS DE LONGUEUIL (CONTRAT PONCTUEL).

Pour consulter le devis technique, voir le site Internet de l'AMT à l'adresse : <http://www.amt.qc.ca/aop>

Date et heure limites de réception des offres : Le mardi 28 novembre 2006, à 11h.

Prix du document : 100 \$, non remboursable (chèque visé ou mandat à l'ordre de l'Agence métropolitaine de transport)

Les documents d'appel d'offres sont en français et peuvent être obtenus ou consultés sur place à partir de 13h30 le 14 novembre 2006, du lundi au vendredi inclusivement de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h30 à l'endroit suivant :

Agence métropolitaine de transport
500, Place d'Armes, 25^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements :
Jean-Jacques Rancourt
(514) 287-2464 poste 4035

Garantie de soumission : 10% du prix total offert. Chèque certifié ou cautionnement de soumission.

Seuls les soumissionnaires ayant une place d'affaires au Québec seront considérés.

L'AMT n'est pas tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francesca Torasso, Directrice
Approvisionnement et Informatique

AVIS LÉGAUX

APPELS D'OFFRES

SOUSSIONS - ENCANS

AMT

Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES

No : DA7859

OBJET : PROLONGEMENT DE LA LIGNE 2 EST DU MÉTRO VERS LAVAL

LOT C28B-1 – SYSTÈMES DE CONTRÔLE POUR LES SYSTÈMES D'EXPLOITATION ET DE SIGNALISATION DYNAMIQUE DES COMPLEXES CARTIER ET MONTMORENCY

L'objet du présent appel d'offres consiste principalement en la fourniture et l'installation du système de contrôle pour les systèmes d'exploitation et de signalisation dynamique (SESD) destinés aux nouveaux terminus d'autobus Cartier et Montmorency dans le cadre du prolongement de la ligne 2 du métro vers Laval. Pour plus d'information sur l'étendue des travaux, voir le site Internet de l'AMT à l'adresse : www.amt.qc.ca/aop.

Date et heure limites de réception des offres : le 1^{er} décembre 2006 à 14h

Prix du document : 175\$, taxes comprises (paiement par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de l'Agence métropolitaine de transport ; non remboursable)

Les documents d'appel d'offres sont en français et peuvent être obtenus sur place à partir de 13h30 le 14 novembre 2006, du lundi au vendredi inclusivement de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h30 à l'endroit suivant :

Agence métropolitaine de transport
500, Place d'Armes, 25^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements ou pour consultation des documents d'appel d'offres sur place (sur rendez-vous) :
Jean-François Demers, ing., chargé de l'approvisionnement du projet
Téléphone : (514) 287-2464, poste 4716

Visite des lieux : Une séance d'information suivie d'une visite des lieux se tiendra le 17 novembre 2006 à 9 h. Le rendez-vous est fixé dans le terminus d'autobus Montmorency au 500, boulevard de l'Avenir, à Laval. Les consignes de sécurité décrites aux documents d'appel d'offres s'appliquent à la visite. La réunion d'information et la visite sont obligatoires.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission, chèque certifié ou lettre de garantie bancaire (10% du prix total offert).

Seules les personnes, sociétés ou compagnies qui possèdent l'expérience pertinente à l'objet du contrat, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1), qui sont enregistrées auprès de la Commission de la construction du Québec conformément au Règlement sur le registre, le rapport mensuel, les avis des employeurs et la désignation d'un représentant (L.R.Q., c. R-20, r. 14.01.1), et qui ont acheté les documents d'appel d'offres directement de l'Agence métropolitaine de transport peuvent présenter une offre.

L'AMT n'est pas tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francesca Torasso, Directrice
Approvisionnement et Informatique

LA PRESSE AFFAIRES

LA PRESSE AFFAIRES

Malgré l'immobilier, les Américains continuent de dépenser

BLOOMBERG

La maison de Lynette Gutridge à Silver Spring, dans le Maryland, n'augmente plus en valeur comme elle l'a fait au cours des dernières années. Mais cela n'a pas empêché M^{me} Gutridge d'aller faire un tour au centre commercial Westfield Wheaton après être allée voter mardi dernier.

« Je n'ai pas modifié mes dépenses », explique la psychologue de 58 ans, qui essayait deux paires de chaussures chez Ann Taylor avant de se diriger vers Macy's. Tout comme madame Gutridge, les consommateurs américains continuent de fréquenter les centres commerciaux, faisant mentir les prévisions de certains économistes qui avaient prédit que la baisse constatée toute l'année dans le secteur de l'habitation allait les garder à la maison. Combinée à une baisse des prix de l'énergie et à une remontée de l'emploi et des revenus, cette orgie de dépenses est de bon augure pour la saison des ventes des Fêtes et pour l'élan économique lorsque commencera la nouvelle année, soulignent des économistes. « Cela fait plusieurs fois qu'on annonce la mort des consommateurs, mais ils renaissent de leurs cendres », ironise Stuart Hoffman, économiste principal de PNC

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES

SOUSSIONS - ENCANS

AMT

Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES

No : DA7861

OBJET : PROLONGEMENT DE LA LIGNE 2 EST DU MÉTRO VERS LAVAL

LOT C28B-3 – ÉQUIPEMENTS DE DÉTECTION DES AUTOBUS POUR LES SYSTÈMES D'EXPLOITATION ET DE SIGNALISATION DYNAMIQUE DES COMPLEXES CARTIER ET MONTMORENCY

L'objet du présent appel d'offres consiste principalement en la fourniture et l'installation des équipements de détection des autobus pour les systèmes d'exploitation et de signalisation dynamique (SESD) destinés aux nouveaux terminus d'autobus Cartier et Montmorency dans le cadre du prolongement de la ligne 2 du métro vers Laval. Pour plus d'information sur l'étendue des travaux, voir le site Internet de l'AMT à l'adresse : www.amt.qc.ca/aop.

Date et heure limites de réception des offres : le 27 novembre 2006 à 14h

Prix du document : 175\$, taxes comprises (paiement par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de l'Agence métropolitaine de transport ; non remboursable)

Les documents d'appel d'offres sont en français et peuvent être obtenus sur place à partir de 13h30 le 14 novembre 2006, du lundi au vendredi inclusivement de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h30 à l'endroit suivant :

Agence métropolitaine de transport
500, Place d'Armes, 25^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements ou pour consultation des documents d'appel d'offres sur place (sur rendez-vous) :
Jean-François Demers, ing., chargé de l'approvisionnement du projet
Téléphone : (514) 287-2464, poste 4716

Visite des lieux : Une séance d'information suivie d'une visite des lieux se tiendra le 17 novembre 2006 à 9 h. Le rendez-vous est fixé dans le terminus d'autobus Montmorency au 500, boulevard de l'Avenir, à Laval. Les consignes de sécurité décrites aux documents d'appel d'offres s'appliquent à la visite. La réunion d'information et la visite sont obligatoires.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission, chèque certifié ou lettre de garantie bancaire (10% du prix total offert).

Seules les personnes, sociétés ou compagnies qui possèdent l'expérience pertinente à l'objet du contrat, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1), qui sont enregistrées auprès de la Commission de la construction du Québec conformément au Règlement sur le registre, le rapport mensuel, les avis des employeurs et la désignation d'un représentant (L.R.Q., c. R-20, r. 14.01.1), et qui ont acheté les documents d'appel d'offres directement de l'Agence métropolitaine de transport peuvent présenter une offre.

L'AMT n'est pas tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francesca Torasso, Directrice
Approvisionnement et Informatique

LA PRESSE AFFAIRES

LA PRESSE AFFAIRES

Les détaillants aux États-Unis, qui étaient en proie à l'appréhension plus tôt cette année lorsque le prix de l'essence a dépassé les 3\$US le gallon, respirent mieux maintenant. Les ventes des Fêtes s'annoncent bonnes.

Financial Services, à Pittsburgh, et ancien économiste de la Réserve fédérale américaine (Fed). « L'habitation demeure un grand aspect négatif pour l'économie, mais le secteur de la consommation reste la meilleure défense contre la récession en 2007 », ajoute-t-il. M. Hoffman fait partie des économistes, dont ceux de Bear Stearns, de Lehman Brothers et de

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES

SOUSSIONS - ENCANS

AMT

Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES

No : DA7860

OBJET : PROLONGEMENT DE LA LIGNE 2 EST DU MÉTRO VERS LAVAL

LOT C28B-2 – ÉQUIPEMENTS AUDIOVISUELS POUR LES SYSTÈMES D'EXPLOITATION ET DE SIGNALISATION DYNAMIQUE DES COMPLEXES CARTIER ET MONTMORENCY

L'objet du présent appel d'offres consiste principalement en la fourniture et l'installation des équipements audiovisuels (basés sur la technologie LED ou écran LCD) pour les systèmes d'exploitation et de signalisation dynamique (SESD) destinés aux nouveaux terminus d'autobus Cartier et Montmorency dans le cadre du prolongement de la ligne 2 du métro vers Laval. Pour plus d'information sur l'étendue des travaux, voir le site Internet de l'AMT à l'adresse : www.amt.qc.ca/aop.

Date et heure limites de réception des offres : le 27 novembre 2006 à 14h

Prix du document : 175\$, taxes comprises (paiement par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de l'Agence métropolitaine de transport ; non remboursable)

Les documents d'appel d'offres sont en français et peuvent être obtenus sur place à partir de 13h30 le 14 novembre 2006, du lundi au vendredi inclusivement de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h30 à l'endroit suivant :

Agence métropolitaine de transport
500, Place d'Armes, 25^e étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2

Pour renseignements ou pour consultation des documents d'appel d'offres sur place (sur rendez-vous) :
Jean-François Demers, ing., chargé de l'approvisionnement du projet
Téléphone : (514) 287-2464, poste 4716

Visite des lieux : Une séance d'information suivie d'une visite des lieux se tiendra le 17 novembre 2006 à 9 h. Le rendez-vous est fixé dans le terminus d'autobus Montmorency au 500, boulevard de l'Avenir, à Laval. Les consignes de sécurité décrites aux documents d'appel d'offres s'appliquent à la visite. La réunion d'information et la visite sont obligatoires.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission, chèque certifié ou lettre de garantie bancaire (10% du prix total offert).

Seules les personnes, sociétés ou compagnies qui possèdent l'expérience pertinente à l'objet du contrat, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1), qui sont enregistrées auprès de la Commission de la construction du Québec conformément au Règlement sur le registre, le rapport mensuel, les avis des employeurs et la désignation d'un représentant (L.R.Q., c. R-20, r. 14.01.1), et qui ont acheté les documents d'appel d'offres directement de l'Agence métropolitaine de transport peuvent présenter une offre.

L'AMT n'est pas tenue d'accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Francesca Torasso, Directrice
Approvisionnement et Informatique

LA PRESSE MONTRÉAL MARDI 14 NOVEMBRE 2006

LA PRESSE MONTRÉAL MARDI 14 NOVEMBRE 2006

Credit Suisse Group, qui revoient leur prévisions touchant les dépenses de consommation. Ainsi, l'estimation médiane de croissance de ces dépenses grimpe à 3% pour le présent trimestre, selon le dernier sondage mené par Bloomberg auprès d'économistes, en hausse par rapport à une estimation de 2,8% en octobre dernier. Les détaillants, qui étaient en proie à l'appréhension plus tôt cette année lorsque le prix de l'essence a dépassé les 3\$US le gallon, respirent mieux maintenant. « Il y a deux mois, nous étions inquiets », avoue Ernie Speranza,

Déficit américain plus grand que prévu

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le déficit du budget des États-Unis a atteint 49,29 milliards US en octobre comparativement à 47,27 milliards US au mois correspondant de l'année dernière, a annoncé hier le Trésor. Les analystes tablaient sur un déficit de 47 milliards US. Octobre est le premier mois de l'année budgétaire aux États-Unis qui ont enregistré pour l'ensemble de 2006 un déficit budgétaire de 248,2 milliards US (environ 1,9% du produit intérieur brut). Selon un responsable du Trésor, les États-Unis ont enregistré un déficit budgétaire pour le mois d'octobre chaque année depuis 1954. Les recettes ont atteint 167,69 milliards US et les dépenses 216,88 milliards US. En octobre 2005, le déficit budgétaire avait atteint 47,27 milliards US avec 149,48 milliards US de recette et 196,76 milliards US de dépenses.

LA PRESSE MONTRÉAL MARDI 14 NOVEMBRE 2006

LA PRESSE MONTRÉAL MARDI 14 NOVEMBRE 2006

responsable du marketing de KB Toys Inc. L'essence approchant les 4\$US le gallon « aurait fait en sorte que les consommateurs auraient fermé le robinet et réduit leur fréquentation des centres commerciaux et leurs dépenses », ajoute-t-il. « Maintenant que l'essence se vend 2\$US le gallon, je crois que tout le monde a poussé un soupir de soulagement », indique M. Speranza. KB, dont le siège social est à Pittsfield, au Massachusetts, exploite 615 magasins, la plupart dans des centres commerciaux. Un rapport du département américain du Commerce qui doit être publié aujourd'hui pourrait indiquer que les ventes au détail ont reculé en octobre à cause d'une baisse dans les stations-service. « C'est un cas classique de feinte de la tête qui cache une augmentation des ventes ailleurs », estime M. Hoffman. Ainsi, les ventes excluant celles des stations-service ont grimpé de 0,6% en septembre, soit trois fois le gain du mois d'août. Un tel ressort de la part des consommateurs explique en grande partie la confiance qu'affiche la Fed en ce qui concerne la poursuite de la croissance économique. « Les 95% de l'économie hors du secteur de l'habitation demeurent solides », indiquait le 6 novembre dernier Michael Moskow, président de la Fed de Chicago. Les investisseurs ont pris bonne note de ces perspectives et ils ont poussé l'indice Dow Jones Industrial Average à une clôture record mercredi dernier.

Trichet veut des moyens de paiements communs

AGENCE FRANCE-PRESSE

FRANCFORT — Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a plaidé hier en faveur d'un passage le plus rapide possible à un système de paiements communs européens, facteur « crucial » dans le processus d'intégration financière en zone euro. L'adoption de moyens de paiements communs dans la zone euro est favorable à la « stabilité du système financier » et à une « croissance plus durable », a-t-il fait valoir, alors qu'il s'exprimait à l'occasion d'un congrès bancaire.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC. Modifications aux renseignements déjà publiés. A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ; X = supplémentaire ; E = extraordinaire. % = annulé ; @ = ajournée.

Raison sociale	Date insc.	Date d'ass.	Type d'ass.
Amadeus International Inc.	*Nov 01	Dec 15	AG
Amerix Precious Metals Corp.	Dec 07	Jan 18	AS
Ashton Mining of Canada Inc.	Nov 14	Dec 19	S
Bashaw Capital Corp	Nov 24	Jan 10	AGS
Callinan Mines Limited	*Nov 10	Dec 11	AS
Canyon Creek Food Company Ltd.	Nov 23	Jan 12	AGS
Cascade Minerals Inc.	*Oct 20	Dec 08	AGS
Consolidated Beacon Resources	*Nov 15	Dec 15	AGS
Consolidated Big Valley Res	*Nov 15	Dec 20	AGS
Continental Energy Corporation	Nov 27	Dec 29	AG
Crew Gold Corporation	Nov 09	Dec 18	AGS
Dentonia Resources Ltd.	*Oct 26	Dec 14	AG
Dundas Wealth Management Inc.	Nov 28	Dec 29	A
Dynamic Resources Corp	Nov 27	Dec 28	A
Echographes Novoko Inc.	Nov 07	Dec 14	AS
Fairmile Goldtech Inc.	*Oct 25	Dec 06	AS
Fiber Optic Systems Tech. Inc.	Dec 08	Jan 10	S
Gemstar Resources Ltd.	Nov 15	Dec 20	AG
Gold Star Resources Corp.	Nov 27	Dec 28	AG
Golden Peaks Resources Ltd.	Nov 20	Dec 20	AG
Halterm Income Fund	Nov 21	Dec 21	S
Helix Biopharma Corp	Dec 01	Jan 04	AG
Ialta Industries Ltd.	Dec 04	Jan 08	S
Inflazyme Pharmaceuticals Ltd.	*Nov 01	Dec 08	AG
International Properties Group	*Nov 15	Dec 20	AGS
Kokabura Resources Ltd.	*Oct 24	Dec 05	E
Learnsoft Corporation	Dec 01	Jan 04	AGS
Loring Ward International Ltd.	Nov 20	Dec 15	S
Mises Capital Corporation	%Oct 23	Dec 06	S
NXA Inc.	Nov 15	Dec 15	AS
Open EC Technologies Inc.	Oct 24	Nov 28	AG
Paramount Resources Ltd.	Nov 14	Dec 14	S
Process Capital Corp.	Nov 14	Dec 15	S
RMM Ventures Inc.	Nov 22	Dec 22	S
Roland Virtual Business Syste	Nov 16	Dec 21	AGS
Silverwing Energy Inc.	Nov 27	Dec 28	AS
Strategic Oil & Gas Ltd.	Nov 27	Dec 28	AGS
Sumcora Development Corp.	Nov 29	Dec 29	AG
Texas Petroleum Ltd.	Jan 05	Jan 05	AG
The Caldwell Partners Int'l	Nov 28	Jan 11	A
Trimin Capital Corp.	Nov 20	Dec 15	S
Vencan Gold Corporation	Dec 08	Jan 18	AS
Vertek Technologies Inc.	Nov 28	Dec 28	AGS
Watch Resources Ltd.	%Oct 20	Nov 24	AS
YSV Ventures Inc	Nov 14	Dec 14	S
	*Nov 06	Dec 20	AS

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

Wal-Mart réduit ses prix... sans convaincre les investisseurs

BLOOMBERG

Après avoir qualifié d'«inacceptables» les ventes de l'entreprise le mois dernier, le PDG de Wal-Mart, H. Lee Scott, a ordonné un retour aux principes qui ont permis à Wal-Mart devenir le premier détaillant au monde: moins de mode et plus de réductions de prix.

Les ventes dans les magasins comparables n'ont progressé que de 0,5 % le mois dernier chez Wal-Mart, alors que l'entreprise avait prédit une augmentation de 4 %. Puis, le 2 novembre dernier, Wal-Mart a indiqué que ses ventes seraient étales ce mois-ci, pire performance en plus de 10 ans.

Il se peut que les investisseurs en aient assez. Ainsi, au moins une dizaine d'analystes ont revu à la baisse leurs prévisions de bénéfices à la suite des projections touchant les ventes. Le titre de Wal-Mart a chuté de 9,4 % depuis que M. Scott a annoncé un retour aux principes de base. L'action a dégringolé de 28 % depuis que M. Scott a pris les rênes du détaillant en janvier 2000. Hier, l'action du détaillant perdait 15 cents US à 46,32\$US.



PHOTO ALEXANDER COHN, BLOOMBERG®

Deux clients dans le stationnement d'un Wal-Mart de Gainesville, en Floride.

Pendant ce temps, le titre de Target, deuxième détaillant à rabais aux États-Unis, a fait un bond de 68 %.

«Je ne serais pas content si j'avais été un investisseur il y a cinq ans», lance David Abella, un analyste de Rochdale Investment Management, à New York,

qui gère des actifs de 1,4 milliard US, y compris des actions de Wal-Mart. «Les investisseurs s'attendent certainement à davantage», ajoute-t-il. M. Abella dit qu'il a acheté des actions de Wal-Mart il y a deux ans et qu'il les conserve à long terme.

Wal-Mart annoncera probable-

ment aujourd'hui que ses bénéfices nets ont augmenté de 3,9 % à 2,47 milliards\$US, ou 59 cents par action, au troisième trimestre terminé le 31 octobre, selon Deborah Weinswig, de Citigroup Inc., meilleure analyste du secteur du détail selon le magazine *Institutional Investor*. C'est moins du tiers de la moyenne de la croissance des profits, soit 12 %, au cours des quatre dernières années.

Les ventes dans les magasins ouverts depuis au moins un an ont augmenté d'environ 1,4 % au cours du trimestre, estime madame Weinswig. Ce serait la plus faible augmentation en au moins six ans. Les ventes totales ont peut-être augmenté de 15 % à 86,8 milliards\$US, dit-elle.

Selon l'estimation moyenne de 21 analystes sondés par Thomson Financial, le marché tablait sur un bénéfice de 60 cents par action. Pour sa part, Ed Weller, analyste de ThinkEquity Partners, à San Francisco, a abaissé sa prévision de bénéfices pour le troisième trimestre de deux cents à 59 cents par action. «Wal-Mart commence à manquer de raisons pour justifier la faiblesse des ventes», écrivait-il.

La flambée des technos menacée par les baisses de prix

BLOOMBERG

La hausse rapide depuis près de quatre mois des titres des compagnies technologiques américaines pourrait bien s'arrêter au moment où la baisse de la demande se traduit par des stocks à la hausse et des diminutions de prix.

Au cours des deux dernières semaines, Merrill Lynch et Sanford C. Bernstein & Co. ont revu à la baisse leurs recommandations touchant les titres de Intel, premier fabricant mondial de processeurs, et des autres fabricants de semi-conducteurs. Les analystes de ces maisons de courtage ont indiqué que la demande s'est

révélée inférieure à leurs attentes en raison d'un ralentissement de la croissance économique.

«À cause du ralentissement économique, ce sera difficile» de maintenir l'engouement provoqué par de nouveaux produits tels que le logiciel Windows Vista, de Microsoft, soutient Keith Maher, qui participe à la gestion de 16 milliards US chez BB&T Asset Management à Raleigh, en Caroline du Nord. «Nous risquons davantage d'assister à un ressac.»

Les titres liés à l'informatique au sein de l'indice Standard & Poor's 500 ont progressé de 23 % depuis le 21 juillet dernier, journée où le sous-indice de cette

industrie était à un creux de l'année. Cette progression est la plus considérable parmi les dix groupes qui composent le Standard & Poor's 500. Avant le 21 juillet, ces titres se classaient au dernier rang pour l'année, ayant perdu 13 % de leur valeur.

Hewlett-Packard et Dell, les deux plus importants fabricants d'ordinateurs personnels au monde, font partie des compagnies technologiques qui doivent faire connaître leurs résultats cette semaine. Applied Materials, premier fabricant mondial d'équipement de production de puces, doit faire de même.

La semaine dernière, le Stan-

dard & Poor's 500 a affiché une hausse de 1,2 %. Pour sa part, le Dow Jones progressait de 1 % et il a atteint un nouveau record le 8 novembre dernier. De son côté, l'indice composite NASDAQ, dont les titres liés à l'informatique assurent les deux cinquièmes de la valeur, prenait 2,5 % pour clôturer près d'un sommet depuis février 2001. Le Standard & Poor's 500 et le Dow Jones ont connu six semaines de gains au cours des sept dernières semaines.

L'optimisme sur les titres américains a baissé par rapport à un sommet de neuf mois la semaine dernière, le marché craignant un ralentissement de la croissance économique américaine, a démontré un sondage hebdomadaire effectué par Investors Intelligence. Le pourcentage des rédacteurs de bulletin affichant de l'optimisme a baissé à 52,1 % au cours de la semaine terminée le 3 novembre dernier comparativement à 53,7 % la semaine précédente.

RÉSULTATS FINANCIERS										
	REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION			
	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.		
Addax Petroleum Corp. (AXC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	583 900	385 700	51	75 200	85 600	-12	0.51	0.73	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	1 500 500	840 600	79	189 700	168 000	13	1.37	1.44	
Aeterna Zentaris Inc. (AEZ / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	83 893	52 879	59	(6 505)	(3 759)	—	(0.12)	(0.08)	
Médical/Produits pharm., Québec	9 mois	251 760	174 888	44	(10 647)	9 635	—	(0.21)	0.21	
Boardwalk REIT (BEI.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	81 083	74 490	9	7 502	2 929	156	0.13	0.06	
Immobilier, Alberta	9 mois	235 805	220 968	7	18 860	3 827	393	0.34	0.07	
Breaker Energy Ltd. (WAV.B / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	16 897	7 049	140	555	1 283	-57	0.02	0.06	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	34 036	13 492	152	1 006	1 761	-43	0.04	0.10	
Centurion Energy Int'l Inc. (CUX / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	48 090	29 220	65	12 649	7 596	67	0.14	0.09	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	145 845	74 105	97	45 208	18 742	141	0.51	0.21	
Compton Petroleum (CMT / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	96 422	109 398	-12	30 717	11 127	176	0.24	0.09	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	311 259	284 258	9	137 463	43 220	218	1.08	0.35	
Datamark Systems Gr. (DMK / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	26 266	27 075	-3	501	515	-3	0.04	0.04	
Ordi./Électron./Logiciels, Québec	9 mois	79 422	83 208	-5	409	2 034	-80	0.03	0.17	
Daylight Resources Tr. (DAY.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	57 346	62 795	-9	(2 140)	20 525	—	(0.05)	0.68	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	165 647	156 229	6	25 688	38 613	-33	0.60	1.31	
Essential Energy Serv. (ESN.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	25 267	9 906	155	2 421	1 247	94	0.09	n.d.	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	63 517	20 733	206	7 135	2 523	183	0.26	n.d.	
European Goldfields (EGU / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	15 211	0		1 475	(2 726)	—	0.01	(0.02)	
Mines/Métaux, C.-B.	9 mois	32 568	57	57037	626	(6 101)	—	0.01	(0.05)	
Fortsum Business (FRT / TSX CROIS.)	30 sept. - 3 ^e trim.	5 639	3 524	60	96	(278)	—	0.00	(0.01)	
Service, Québec	9 mois	15 486	10 619	46	(131)	(1 014)	—	0.00	(0.03)	
Gentry Resources (GNY / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	12 511	14 444	-13	104	4 336	-98	0.00	0.11	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	40 155	34 577	16	3 688	7 465	-51	0.10	0.19	
Innova Exploration (IXL / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	17 977	14 094	28	(2 380)	2 034	—	(0.01)	0.06	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	50 356	31 431	60	3 302	2 395	38	0.08	0.08	
Iteration Energy (ITX. / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	16 888	14 231	19	(2 370)	1 518	—	(0.04)	0.03	
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	46 600	36 947	26	(1 193)	(1 231)	—	(0.02)	(0.03)	
Matrikon Inc. (MTK / TSX)	31 août - 4 ^e trim.	19 293	18 996	2	1 493	1 118	34	0.05	0.04	
Ordi./Électron./Logiciels, Alberta	12 mois	73 821	67 813	9	5 132	5 232	-2	0.17	0.18	

McGraw-Hill Ryerson Ltd. (MHR / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	37 572	37 751	0	5 923	6 317	-6	2.97	3.16
Édition/Inform., Ontario	9 mois	68 346	63 760	7	4 656	4 277	9	2.33	2.14
Mega Brands Inc. (MB / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	201 778	154 203	31	17 959	20 415	-12	0.56	0.67
Détail, Québec	9 mois	382 542	218 629	75	22 587	18 697	21	0.70	0.66
Onex Corp. (OCX / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	4 923 0004	197 000	17	31 000	13 000	138	0.24	0.09
Immobilier, Ontario	9 mois	14,0MM	11,6MM	21	758 000	973 000	-22	5.66	7.00
Pebecan Inc. (PBC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	27 210	16 275	67	7 410	6 179	20	0.10	0.09
Pétrole/Énergie, Québec	9 mois	81 567	49 301	65	23 467	15 760	49	0.32	0.22
Petrobank Energy (PBG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	24 639	17 983	37	5 169	3 170	63	0.08	0.05
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	73 499	42 571	73	20 486	7 624	169	0.31	0.13
Petrominerales (PMG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	12 818	4 953	159	4 252	1 182	260	0.04	0.01
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	32 638	12 739	156	12 121	1 996	507	0.14	0.03
Shermag Inc. (SMG / TSX)	29 sept. - 2 ^e trim.	45 523	50 967	-11	(1 147)	(2 085)	—	(0.09)	(0.16)
Ménages/Consomm./Cosmét., Québec	6 mois	91 333	101 959	-10	(5 526)	(3 597)	—	(0.41)	(0.27)
Stephenson's Rental (RNT.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	16 539	11 748	41	(1 233)	n.d.	—	(2.39)	n.d.
Service, Ontario	9 mois	39 078	31 101	26	(4 391)	n.d.	—	(8.53)	n.d.
Sterling Centrecorp (SCF / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	13 022	25 560	-49	(428)	3 382	—	(0.01)	0.09
Banques/Services fin., Ontario	9 mois	47 785	50 898	-6	18 719	(1 745)	—	0.53	(0.05)
Student Transport. (STB.UN / TSX)	30 sept. - 1 ^e trim.	26 100	n.d.		(6 146)	(1 426)	—	n.d.	n.d.
Transport/Camionnage, Ontario									
TerraVest Inc. F. (TLUN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	72 915	53 462	36	6 608	2 357	180	0.40	0.19
Pétrole/Énergie, Alberta	9 mois	204 006	134 399	52	12 669	6 881	84	0.85	0.62
Vicwest Income Fund (VIC.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	95 102	93 592	2	10 486	17 446	-40	n.d.	n.d.
Ménages/Consomm./Cosmét., Ontario	9 mois	245 038	235 828	4	26 903	27 043	-1	n.d.	n.d.
Wajax Income Fund (WJX.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	294 685	258 030	14	18 014	9 364	92	1.09	0.56
Machinerie/Fabrication, Ontario	9 mois	912 016	772 586	18	53 401	17 352	208	3.22	1.08
Source: CNW Group									

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

REVUE BOURSIÈRE

Le brut fait glisser Bay Street

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Bourse de Toronto a perdu du terrain pour la deuxième séance d'affilée, hier, alors que le déclin du prix des produits de base a affecté négativement les valeurs pétrolières.

Pendant ce temps, les investisseurs digéraient la nouvelle d'une acquisition importante dans le secteur énergétique au Canada.

«Les prix des produits de base sont restés très forts et les gens s'inquiètent de la croissance mondiale, alors ils ont décidé d'empocher des profits», a déclaré Danny Tomka, de MFC Global Investment Management.

«Les prix des produits de base n'avaient pas été aussi élevés en 25 ans dans la plupart des cas, et les gens sont un peu nerveux en ce moment.»

L'indice S&P/TSX a baissé de 31,07 points, à 12 309,4, quelques jours après s'être approché à environ 75 points d'un nouveau sommet record à la clôture.

Le glissement du marché boursier de Toronto est en partie attribuable à une baisse de 3,5 % des secteurs des métaux et des mines.

La Bourse de croissance TSX a pour sa part perdu 25,36 points, à 2 648,89.

Les indices new-yorkais ont progressé alors que les investisseurs attendaient des données économiques importantes plus tard cette semaine.

L'indice Dow Jones a gagné 23,45 points, à 12 131,88. Le NASDAQ a grimpé de 16,66 points, à 2 406,38, et le S&P 500 a augmenté de 3,52 points, à 1 384,42.

Centurion Energy International a conclu une entente amicale qui permettra à Dana Gas PJSC des Émirats arabes unis de l'acquérir pour 1,25 milliard, ou 12 \$ par action. Le titre de la pétrolière de Calgary, qui a des activités en Égypte, a bondi de 89 cents, à 11,97 \$.

L'entente a aidé le cours de l'action d'entreprises plus modestes dans le secteur de l'énergie, alors qu'on spéculait sur leur possible vente à des sociétés plus importantes.

Le secteur de l'énergie a toutefois perdu 1 %, alors que le prix du pétrole a glissé de 1,01 \$US, à 58,58 \$US le baril après que l'Agence internationale de l'énergie eut annoncé, vendredi, qu'elle révisait ses prévisions à la baisse en ce qui concerne la demande mondiale. (Les banques canadiennes étaient fermées, hier, à cause du congé du jour du Souvenir.)

Le secteur des technologies de l'information a fait des gains importants, soit 2,25 %, tandis que celui de l'or a progressé de 0,4 %. Le prix de l'or a baissé de 4,30 \$US, à 625,80 \$US l'once.

LES MÉTAUX		
MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE		
FERMETURE		
CUIVRE (catégorie-A-)		
comptant		7060,0-7070,0
3 mois		7115,0-7120,0
15 mois		6715,0-6725,0
PLOMB		
comptant		1730,0-1730,5
3 mois		1710,0-1715,0
15 mois		1490,0-1495,0
ALUMINIUM		
comptant		2750,0-2755,0
3 mois		2772,0-2773,0
15 mois		2533,0-2538,0
NICKEL (dollars)		
comptant		31300,0-31400,0
3 mois		30945,0-30950,0
15 mois		26200,0-26300,0
ÉTAİN		
comptant		10100,0-10125,0
3 mois		10045,0-10050,0
15 mois		9650,0-9700,0
ZINC (qualité supérieure)		
comptant		4459,0-4459,5
3 mois		4404,0-4404,5
15 mois		3570,0-3575,0

Les détails font la différence.

Seuls les véhicules d'occasion Certifiés Étoiles incluent :

- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans/120 000 km
- Assistance routière 24 h/24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne à certifieetoiles.ca

VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS ÉTOILES

FINANCEMENT À PARTIR DE

2,9%*

FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

Achetez en toute confiance chez votre concessionnaire Mercedes-Benz.

Véhicules d'occasion

Certifiés Étoiles^{MC}



Mercedes-Benz

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	(%)	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.
Abitibi-Consolidated (A)	✓	2,82	-0,02	-0,70	14 376	-39,49	1 241	5,13	2,57	0,00	
ACE Aviation (ACE.A)	✓	38,75	0,20	0,52	4 964	9,64	3 949	39,60	25,85	0,00	
▼ Addenda Capital (ADV)		23,90	-0,45	-1,85	422	-24,01	282	33,00	22,26	1,28	
Aeterna (AEZ)		5,93	0,03	0,51	567	0,51	315	8,79	4,85	0,00	
Alcan (AL)	✓	53,80	0,34	0,64	8 904	12,65	20 251	64,99	40,75	0,79	
Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	27,80	-0,19	-0,68	1 602	18,80	5 617	28,42	21,49	0,10	
Astral Media (ACM.A)		40,00	-0,10	-0,25	1 128	30,55	2 120	41,84	29,38	0,30	
▲ Axcan Pharma (AXP)		16,81	0,20	1,20	1 379	-4,60	770	21,85	12,10	0,00	
Banque de Montréal (BMO)	✓	70,00	-0,29	-0,41	6 824	7,69	35 044	71,37	57,83	2,48	
Banque Laurentienne (LB)	✓	29,77	0,07	0,24	176	-12,57	703	36,72	28,01	1,16	
Banque Nationale (NA)	✓	63,34	0,09	0,14	3 614	5,01	10 297	65,84	55,89	2,00	
Banque Royale (RY)	✓	52,53	-0,18	-0,34	12 308	15,69	67 308	53,23	42,51	1,60	
BCE (BCE)	✓	27,23	-0,23	-0,84	17 498	-1,81	22 262	34,25	25,32	1,32	
Bombardier (BBD.B)		4,14	0,04	0,98	20 535	50,00	7 256	4,32	2,34	0,00	
CAE (CAE)	✓	10,06	-0,09	-0,89	5 688	18,08	2 526	10,45	7,64	0,04	
Cascades (CAS)		14,00	0,07	0,50	3 093	39,30	1 132	14,78	8,08	0,16	
CN (CNR)	✓	53,97	-0,21	-0,39	6 540	15,89	27 935	55,95	44,42	0,65	
Cogeco (CGO)		27,50	0,22	0,81	32	14,58	455	28,50	19,30	0,25	
Corporation Financière Power (PWF)	✓	37,16	0,15	0,41	2 756	11,26	26 191	37,73	30,20	1,07	
Domtar (DTC)	✓	7,96	0,04	0,51	3 458	18,63	1 843	8,76	5,47	0,00	
Emergis (EME)		5,25	-0,04	-0,76	4 117	28,05	478	5,79	3,70	0,00	
▼ Exploration Sulliden (SUE)	✓	0,70	-0,01	-1,41	195	18,64	50	1,29	0,42	0,00	
Garda (GW)		21,31	0,17	0,80	175	40,94	652	27,50	13,45	0,00	
▲ Groupe CGI (GIB.A)	✓	7,69	0,09	1,18	5 668	-17,31	2 551	9,94	6,50	0,00	
▼ Groupe Canam (CAM)		8,63	-0,26	-2,93	433	22,24	423	11,66	6,80	0,16	

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	(%)	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)		12,02	-0,11	-0,91		21 899	-26,26	6 167	17,20	11,55	1,03
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	31,24	0,04	0,13		2 910	22,83	4 717	33,50	23,84	0,28
Groupe TVA (TVA.B)		14,29	-0,10	-0,70		24	-10,69	386	17,50	14,00	0,20
Labopharm (DDS)		5,56	-0,04	-0,71		2 635	-20,23	316	10,95	4,80	0,00
▼ Le Groupe Jean Coutu (PJC.A)	✓	11,72	-0,16	-1,35		1 492	-16,29	3 067	15,25	9,91	0,12
Les Industries Dorel (DII.B)		32,05	-0,05	-0,16		724	16,00	1 051	34,15	22,64	0,00
▲ Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓	58,40	0,59	1,02		969	16,80	3 511	61,23	42,10	0,00
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	34,89	0,02	0,06		760	20,02	2 785	35,00	26,81	0,64
Mega Brands (MB)	✓	26,62	0,12	0,45		1 550	-3,62	859	29,75	20,25	0,00
Metro (MRU.A)	✓	34,57	0,06	0,17		765	13,34	3 970	36,00	28,47	0,42
Molson Coors (TAP.B)	✓	81,52	0,41	0,51		129	4,45	7 029	83,30	69,66	1,25
▲ Neurochem (NRM)	✓	19,50	0,71	3,78		845	17,54	755	22,69	10,40	0,00
▲ Nortel (NT)		2,34	0,05	2,18		65 360	-34,09	10 147	4,02	2,14	0,00
▲ Novelis (NVL)		28,13	0,42	1,52		2 116	15,33	2 082	29,50	18,79	0,04
Power Corporation (POW)	✓	35,01	0,14	0,40		3 997	10,58	15 805	35,46	28,25	0,79
Quebecor (QBR.B)	✓	30,70	0,11	0,36		316	19,69	1 988	31,20	23,76	0,20
▼ Quebecor World (IQW)	✓	13,17	-0,28	-2,08		2 545	-16,22	1 732	19,00	10,67	0,00
Reitmans (RET.A)		20,85	-0,20	-0,95		971	21,72	1 465	23,25	15,15	0,56
Rona (RON)	✓	21,60	-0,08	-0,37		5 657	0,70	2 482	24,73	19,45	0,00
Saputo (SAP)	✓	37,36	-0,02	-0,05		1 236	9,92	3 870	38,59	32,05	0,80
Tembec (TBC)		1,51	-0,01	-0,66		1 069	20,80	129	2,61	0,79	0,00
Transat AT (TRZ.B)		27,95	0,15	0,54		97	47,65	947	28,17	17,30	0,28
Transcontinental (TCL.A)	✓	20,13	-0,02	-0,10		175	5,95	1 740	21,55	17,51	0,26
Uni-Select (UNS)		29,30	0,00	0,00		164	-2,17	537	35,00	28,25	0,40
Van Houtte (VH)		17,70	0,00	0,00		32	-14,48	378	21,44	16,00	0,32

TSX CROISSANCE
LES QUÉBÉCOISES



	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	(%)	ANNÉE (%)
Abcourt Mines-B (ABI)	0,85	0,01	1,19	75 350
Abitex Resources (ABE)	0,22	-0,01	-4,35	42 395
Advitech (AVI)	0,08	0,00	0,00	27 000
Affinor Resources (AFI)	0,23	0,01	4,55	25 000
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,12	-0,01	-4,00	40 000
Aldeavision Solutions (AVS)	0,39	0,16	69,57	4 000
Alert B&C (ACB)	0,13	-0,02	-10,35	3 600
Amadeus International (AMI)	0,07	0,00	0,00	100 000
Antoro Resources (ORE)	0,13	-0,02	-10,71	474 500
Appalaches Resources (APP)	0,09	-0,01	-10,53	119 288
Augyva (AUV)	0,50	-0,08	-13,79	25 333
Azimut Exploration (AZM)	4,32	-0,08	-1,82	58 585
Bell Canada International (BI/H)	0,60	0,00	0,00	5 883
Big Red Diamond (DIA)	0,15	-0,02	-11,77	277 000
Biophage Pharma (BUG)	0,13	-0,01	-3,85	18 000
Bioxel Pharma (BIP)	0,34	0,04	13,33	71 500
Branchez-Vous (BZV)	0,15	-0,03	-17,14	215
Cadiscor Resources (CAO)	0,74	-0,02	-2,63	298 281
Canadian Royalties (CZ)	1,95	0,00	0,00	23 800
Clemex Tech - A Shrs (CKG/A)	0,18	-0,02	-7,90	50 000
Co2 Solution (CST)	0,26	0,02	8,33	0
Cpl Technologies (CCY)	0,11	0,01	5,00	1 000
D'Arianne Resources (DAR)	0,16	0,01	6,67	33 000
D-Box Technologies (DBO/A)	0,49	-0,04	-7,55	48 900
Deq Systems (DEQ)	0,56	0,00	0,00	46 500
Dia Bras Exploration (DIB)	0,95	-0,02	-2,06	302 400
Diagnos (ADK)	0,23	0,01	2,22	174 000
Dianor Resources (DOR)	0,80	0,00	0,00	70 700
Dios Exploration (DOS)	0,24	-0,02	-6,00	2 010
Dion Explorations (DIT)	0,26	-0,02	-5,56	723 370
Divcom Lighting (DIVQ)	0,28	-0,02	-6,67	61 900
Dynacor Mines (DYN)	0,47	0,00	0,00	119 600
Dynasty Gaming (DNY)	0,50	-0,01	-1,00	191 180
Ecu Silver Mining (ECU)	2,88	-0,03	-1,03	278 499
Exelttech Aerospace (XLT)	0,17	-0,01	-5,71	7 000
Exploration Orbita Vspa (ORT/A)	0,11	-0,02	-12,50	32 500
Fieldex Exploration (FLX)	0,32	0,01	3,23	17 000
Forest Gate Resources (FGT)	0,21	0,06	35,48	3 592 809
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,74	0,04	5,71	1 500
Freewest Resources Canada (FWR)	0,14	0,00	0,00	250 200
Frv Media-ClA (FRV)	0,19	-0,05	-20,83	24 000
Gastem (GMR)	0,23	-0,04	-13,21	114 500
Gold Hawk Resources (CGK)	0,45	0,01	1,14	36 500
Golden Goose Resources (GGR)	0,46	-0,08	-14,82	2 700
Golden Tag Resources (GGG)	0,40	0,01	2,60	75 000
Golden Valley Mines (GZZ)	0,29	-0,05	-13,64	64 000
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,12	0,02	1,82	41 400
Hlt Energies 2006 (HES)	0,20	-0,03	-13,04	12 500
Hinterland Metals (HMI)	0,11	-0,01	-4,55	0
Imaflex (IFX/A)	0,66	0,04	6,45	20 200
Isacsoft-A (ISF)	0,44	0,03	7,32	13 495
Junex (JNX)	1,04	0,01	0,97	12 800
Kangaroo Media (KTV)	2,88	-0,12	-4,00	21 864
Lounor Exploration (LO)	0,17	0,00	0,00	2 200
Louvem Mines (LOV)	0,30	-0,01	-3,28	1 000
Lyrtech ClA (LYT)	0,16	-0,01	-5,88	68 894
Matamec Explorations (MAT)	0,12	0,01	4,35	27 500
Medicago (MDG)	0,70	0,00	0,00	0
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,60	-0,02	-3,23	33 500
Melkior Resources (MKR)	0,15	0,02	11,54	238 000
Metanor Resources (MTO)	0,58	0,03	5,46	89 200
Metco Resources (MKO)	0,12	0,01	4,55	156 670
Miranda Technologies (MT)	12,86	-0,62	-4,60	4 740
Mistral Pharma (MIP)	0,05	0,00	0,00	122 000
Mty Food Group (MTY)	6,50	-0,10	-1,52	12 600
Murgor Resources (MUG)	0,22	-0,01	-2,27	70 500
Namex Exploration (NME)	0,49	-0,08	-14,04	22 569
Neptune Tech&Bioresources (NTB)	3,15	-0,05	-1,56	20 070
Normabec Mining Res (NMB)	0,23	-0,03	-9,80	118 500
Noveko International (EKO)	0,82	-0,05	-5,75	15 633
Nstein Technologies (EIN)	0,41	0,01	1,24	26 181
Nti Newmerical (CFD)	0,10	0,00	0,00	0
Odesia Group (ODS)	0,40	0,00	0,00	0
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,07	-0,01	-13,33	199 500
Orex Exploration (OX)	0,23	0,00	0,00	0
Orthosoft (OSH)	0,60	-0,02	-3,23	11 500
Osisko Exploration (OSK)	6,59	-0,06	-0,90	102 225
Palmarejo Silver And Gold (PIO)	7,39	0,34	4,82	109 575
Perlite Canada (PCI)	0,30	0,01	3,51	130 000
Petrolia (PEA)	0,54	0,00	0,00	12 000
Plexmar Resources (PLE)	0,76	-0,03	-3,80	722 030
Power Tech (PWB)	0,60	0,00	0,00	0
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,70	0,00	0,00	18 850
Puma Exploration (PUM)	0,19	-0,01	-2,56	6 500
Radisson Mining Resources (RDS)	0,20	0,02	11,11	23 000
Raymor Industries (RAR)	0,87	-0,02	-2,25	119 011
Redex (RDY)	0,57	-0,03	-5,00	8 082
Resources Majesco (MAJ)	0,13	0,01	4,00	245 000
Robex Ressources (RBX)	0,20	-0,02	-9,09	36 000
Rocmec Mining (RMI)	0,27	0,00	0,00	452 297
Roctest (RTT)	2,00	0,00	0,00	3 200
Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,13	-0,03	-16,13	78 000
Searchgold Resources (RSG)	0,15	0,01	3,57	972 290
Sensio Technologies (SIO)	0,45	0,00	0,00	1 000
Sirios Resources (SRI)	0,24	0,01	2,13	98 000
Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,23	0,03	12,20	23 000
Sonomed (SNM)	0,08	0,00	0,00	0
South-Malartic Exploration (MSU)	0,18	-0,01	-2,78	83 250
Sportscene Group (SPS/A)	16,30	0,00	0,00	0
Strateco Resources (SCA)	1,79	-0,13	-6,77	1017 396
Syscan International (SYA)	0,20	-0,02	-9,09	67 579
Tom Exploration (TUM)	0,16	0,05	39,13	6 000
Typhoon Exploration (TOO)	0,24	-0,02	-6,00	31 500
Vantex Resources (VTX)	0,13	-0,02	-10,71	173 000
Vigil Locating Systems (VIG)	0,04	0,00	0,00	70 000
Vior Exploration (VIO)	0,17	-0,02	-8,33	144 500
Wanted Technologies (WAN)	0,22	-0,05	-16,98	0

Microsoft lance Zune



PHOTO ROBERT SORBO. REUTERS©

LA PRESSE AFFAIRES

Après l'immobilier, la Bourse...

MICHEL MUNGER
LA PRESSE AFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Alors que le marché de l'immo-
bilier connaît une période de

ralentissement, les investisseurs
désireux de trouver du rendement
commencent à se tourner vers la
Bourse.
C'est ce qui ressort d'un
sondage Décima mené pour le

compte du Groupe Investors
auprès de 2170 Canadiens du 20
au 30 octobre derniers.
Environ la moitié des répon-
dants qui ne sont pas retraités
estiment qu'ils trouveront davan-

tage de croissance dans l'immo-
bilier que sur les marchés financiers
lors des 10 prochaines années.
C'est une diminution importante
car ils étaient 65 % à tenir un tel
discours il y a un an.

L'exception se trouve en
Alberta, où 72 % des sondés pré-
voient profiter d'une hausse de
valeur plus importante en immo-
bilier qu'ailleurs.

Si 51 % des Canadiens comp-
tent sur leur maison pour tirer un
revenu de retraite (55 % chez les
baby-boomers), les deux tiers des
sondés qui détiennent un REER
vont cotiser autant ou plus que
l'an dernier à leur régime.

Aussi, 31 % ont l'intention de
miser davantage sur leur REER
cette année, comparativement
à 26 % des répondants au son-
dage de 2005. Environ 29 % des
Canadiens disent ne pas avoir
un tel régime d'épargne-retraite
mais 15 % entendent faire leurs
premières cotisations au cours de
l'année financière 2006.

« Il est encourageant de consta-
ter que les Canadiens mettent
moins l'accent sur leur actif
immobilier comme principale
source de croissance à long
terme », commente Aurèle Cour-
celles, directeur de la planifica-
tion financière avancée au Groupe
Investors.

« Nous savons que les REER
sont une importante compo-
sante d'un plan de retraite, et
les résultats démontrent que les
Canadiens sont sérieux dans leur
intention de cotiser à un REER. »

Les travailleurs interrogés par
Décima peuvent avoir pris la
bonne décision. Comme le sou-
ligne le Groupe Investors, le prix
de vente des immeubles résiden-
tiels a monté de 5 % par année de
1995 à 2005, comparativement à
11 % de rendement annuel pour
le TSX.

D'ailleurs, la confiance règne
généralement envers les marchés
financiers: 43 % des investisseurs
choisiront des fonds communs,
comparativement à 6 % qui pré-
fèrent les actions et 8 % qui opte-
ront pour l'argent comptant.

Les Québécois, eux, seront plus
frileux. Ils seront deux fois plus
nombreux (16 %) à laisser de l'ar-
gent comptant « traîner » dans leur
REER. De plus, 23 % attendent un
recul boursier, comparativement à
14 % dans l'ensemble du Canada.

Selon Aurèle Courcelles, « les
attentes des Canadiens en matière
de rendement à long terme sont
raisonnables et réalistes. Notre
sondage révèle que 43 % des
répondants s'attendent à obtenir
un rendement de 5 à 10 % sur
leurs placements à long terme,
ce qui correspond à ce que nous
avons pu observer historiquement
sur le marché. »

La marge d'erreur du sondage
est de 2,2 points de pourcentage,
19 fois sur 20.

AEterna Zentaris double sa perte

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La compagnie phar-
maceutique AEterna Zentaris a
doublé sa perte à 6,5 millions
US, ou 12 cents US par action, au
troisième trimestre en raison de
dépenses non récurrentes.

L'an dernier à pareille date,
l'entreprise de Québec avait
déclaré une perte de 3,8 millions
US, ou 8 cents US par action.

Pour la période de trois mois
terminée le 30 septembre, les
revenus d'AEterna ont totalisé
83,9 millions US, comparative-
ment à 52,9 millions US au même
trimestre en 2005.

D'après la direction, la baisse
de rentabilité de l'entreprise est
principalement attribuable à des
dépenses non récurrentes, dont
une provision pour impôts futurs
de 4,2 millions US.

AEterna a aussi enregistré une
hausse de ses frais généraux et
administratifs.

La société a par ailleurs indi-
qué hier que les essais de phase
2 de son médicament ozarelix
pour traiter le cancer de la pros-
tate et l'hyperplasie de la prostate
avaient été concluants.

AEterna a déjà signé des
accords de licence au Japon pour
ce médicament expérimental.

« Toutes ces réalisations témoi-
gnent de notre engagement visant
à faire progresser le développe-
ment de nos produits de manière
vigoureuse et à amener nos pro-
duits principaux plus près de leur
mise en marché », a déclaré dans
un communiqué le PDG, Gilles
Gagnon.

L'action d'AEterna a pris 3
cents hier à la Bourse de Toronto
et terminé la journée à 5,93 \$.

Soyez assuré que nous vous aiderons à vous rendre à destination



Tu es en sécurité.

LISTE DE CONFIANCE

- ✓ Rendement garanti de 8 % sur trois ans*
- ✓ Potentiel de croissance supérieure
- ✓ Protection du capital

Investissez en toute confiance dans notre CPG Plus Sécurité

À TD Canada Trust, nous savons que la
sécurité fait partie de vos priorités. C'est
pourquoi nous avons créé le CPG Plus
Sécurité. Grâce à ce CPG, vous avez
l'assurance que votre argent est protégé et vous
bénéficiez d'un taux de rendement minimal
garanti. Contrairement à la plupart des autres

CPG, le CPG Plus Sécurité offre un potentiel
de rendement encore plus intéressant qui est
lié au rendement de l'indice S&P/TSX pour
les banques et de l'indice plafonné des services
publics S&P/TSX. Tout compte fait, nous
souhaitons vous donner la confiance dont
vous avez besoin au moment d'investir.



Appelez-nous dès aujourd'hui, au 1-800-577-6104,
ou visitez le site www.tdcanadatrust.com/cpg



Canada Trust

*Le CPG Plus Sécurité est également offert pour une durée de cinq ans. Le rendement total du CPG Plus Sécurité comporte un rendement minimal et une prime d'intérêt potentielle, s'il y a lieu. Le montant en capital du CPG Plus Sécurité sera remboursé intégralement à l'échéance. Le montant de la prime d'intérêt du CPG Plus Sécurité est déterminé en fonction de la variation de l'indice S&P/TSX pour les banques et de l'indice plafonné des services publics S&P/TSX, selon un coefficient de pondération de 50 % pour chaque indice, sur la durée du CPG. Le rendement total est assujéti à un rendement maximal et à un rendement minimal. Le rendement maximal est fixé à 15 % dans le cas du CPG de trois ans et à 38 % dans le cas du CPG de cinq ans. Le rendement minimal du CPG de trois ans est de 8 % et celui du CPG de cinq ans est de 13 %. Le rendement maximal et le rendement minimal peuvent varier en tout temps, mais les rendements d'un CPG précis sont fixés à la date d'achat. À l'échéance, le titulaire reçoit le rendement minimal ou le rendement réel, jusqu'à concurrence du rendement maximal, selon le plus élevé des deux. Le capital minimal est de 1 000 \$ pour les comptes non enregistrés et de 500 \$ pour les comptes RER. Ce produit n'est pas remboursable avant l'échéance. Vous pouvez vous procurer un document d'information contenant tous les détails sur les caractéristiques du CPG Plus Sécurité à votre succursale TD Canada Trust. Standard & Poor's et la Bourse de Toronto ne commanditent, n'appuient, ni ne vendent le CPG Plus Sécurité et elles n'en font pas non plus la promotion. En outre, aucune d'elles ne fait de déclaration, ne donne de garantie, ni ne pose de condition quant à la pertinence des placements dans ce CPG. « S & P » est une marque déposée de The McGrawHill Companies Inc. TSX est une marque déposée de la Bourse de Toronto. Ces marques font l'objet d'une licence d'utilisation par La Banque Toronto-Dominion.